Révolution Internationale
ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE
septembre 1978
mensuel n°53
3ff 30 FB/2 FS/0,70 cts can.

sommaire

FRANCE

L'AUSTERITE S'ACCROIT: PAS DE TREVE POUR LA LUTTE

• "Je rappellerai qu'au mois de mars, la France a fait le bon choix. Le bon choix n'a pas fait disparaître les problèmes, mais le bon choix permet de les résoudre". C'est en ces termes que Giscard d'Estaing donnait, pendant sa réunion de presse de juin, le ton de ce qui était censé rester la traditionnelle trêve estivale : "bourgeois et prolétaires, partez en vacances tranquilles, vous avez fait le "bon choix"".

quel choix pour la bourgeoisie?

Celui de "libérer" les prix, par exemple ?

"Libération" des prix en juin : hausse des prix agricoles, des transports en commun (SNCF, métro, bus), de l'électricité, du téléphone. En août : "libération" des prix industriels, hausse des produits manufacturés. "Libération" du prix du pain à partir du 19 août : cette fois, ce n'est pas seulement d'une hausse de prix qu'il s'agit, mais de la destruction d'un mythe qui date de 1791 celui de la taxation du prix du pain par l'Etat. Mais, surtout, c'est la mise en place d'un autre mythe : celui de la "liberté des prix", qui prend maintenant un tout autre sens qu'au XIXème siècle.

En effet, l'idée de "liberté des prix" est rattachée à toute une période où elle était le moteur même du développement du capitalisme ; il fallait en effet produire toujours plus, augmenter toujours plus la productivité, et les chômeurs de la première période étaient réembauchés dès le développement de la deuxième. Nous comprenons aisément ce que la "liberté des prix" contient de nostalgie pour la bourgeoisie.

Mais, malheureusement, pour elle, les choses ont changé : à la fin du XXème siècle, la "liberté des prix" a pris une autre signification ; elle représente surtout un pis-aller auquel est condamné le capitalisme mondial en crise :
- la crise mondiale s'aggrave, donc les prix montent de toute façon, et la bourgeoisie est bien incapable de limiter cette hausse;
- alors, elle n'a pas d'autre possibilité que de tenter, malgré tout, de la contrôler.

Au niveau international, c'est le sommet de Bonn qui a joué ce rôle : liberté des prix dans chaque pays oui, mais dans le cadre du renforcement du bloc américain (cf. notre article dans ce numéro).

Au niveau national, c'est le gouvernement, le premier patron de France, qui adopte la "liberté des prix" : liberté des prix oui, mais dans le cadre d'un meilleur contrôle de l'Etat sur l'économie : "Aidez-vous, l'Etat vous aidera", a dit Barre à Cholet. Et cette petite phrase est, à elle seule, toute une politique.

"Aidez-vous", c'est-à-dire l'élimination des secteurs anachroniques qui pèsent de plus en plus lourdement au niveau de la concurrence mondiale : il faut liquider les "patrons incompétents" tous les coups sont permis, l'Etat dégage toute responsabilité dans ces liquidations. C'est là le point de départ de toute une série de faillites: 1837 enregistrées en juin par exemple, soit une augmentation de 30% par rapport au mois de mai ; de toute une série de licenciements : 1347 à La Ciotat, 2500 à Sacilor, 700 à Terrin, 700 à Boussac, et bien d'autres. C'est là le point de départ d'une baisse de la production qui n'était plus, en juin, qu'au niveau de celle de février 74, et avec tout un potentiel productif qui ne fonctionne plus qu'à 50 ou 60% de sa capacité et avec les réductions d'horaires que cette diminution impose. C'est là encore le point de départ de toute une période d'un capitalisme "sauvage" où les entreprises les moins touchées par la crise rachètent les entreprises les plus touchées : ainsi, Peugeot-Citroën rachète les filiales européennes de Simca-Chrysler, le groupe Agache-Willot rachète Boussac, Chiers-Chatilion-Maison-Neuves fusionne avec Usinor, le groupe Terrin est racheté par les Chantiers du Havre.

Ainsi, le capitalisme d'Etat prend nettement en France ses deux formes :
- comme en URSS, il conserve certains aspects de contrôle autoritaire de l'Etat ; il est une incarnation directe de l'Etat-patron, comme à Renault, et dans tous les secteurs nationalisés ;
- mais aussi, et de plus en plus, comme aux Etats-Unis, il se manifeste sous une forme indirecte de contrôle de l'économie : l'Etat intervient comme actionnaire ou comme commissaire-priseur et ne garde son appui que dans la mesure où l'entreprise n'est pas trop déficitaire ou garde un intérêt stratégique se réservant la possibilité de la "liquider" s'il s'avère qu'il a fait un mauvais calcul.

La "liberté des prix" n'est donc pas un choix, ni bon, ni mauvais, elle n'est qu'une tentative de rationaliser la crise née des contradictions mêmes du capitalisme. Et Fabre, appelé en mission auprès de Giscard d'Estaing, ne représente pas, non plus, le moindre choix pour le gouvernement : il est le seul qui puisse représenter la convergence de tous les aspects des besoins de la politique gouvernementale et qui puisse atténuer les conflits sous-jacents :
- conflits entre les partis qui tiennent plus particulièrement à l'indépendance nationale comme le PC ou le RPR et les partis plus "dépendants" des USA comme l'UDF, le PS ;
- conflits entre les partis qui se veulent les défenseurs des "petites et moyennes entreprises qui ont besoin,

(suite p. 2)

LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Nous avons reçu cette adresse du C.C.F.L. que nous publions suivie de notre position.

le Comité de Coordination des foyers en lutte s'adresse à tous les résidents

•Cela fait près de 4 ans que vit la grève des foyers Sonacotra pour baisse des loyers de 100 F, contre le règlement intérieur digne de la caserne, pour le départ des gérants racistes et la reconnaissance du Comité de Coordination. Malgré l'expulsion de délégués en 1976, que la lutte a permis de faire revenir, malgré les provocations et les crimes racistes, la grève touche non seulement 110 foyers Sonacotra mais aussi une trentaine de foyers ADEF, AFTAM, AFRP, et cités LOGIREP, qui ont rejoint le Comité de Coordination, entraînant près de 40 000 travailleurs de 24 nationalités.

Cet été, la Sonacotra et Stoléru se sont préparés à frapper un grand coup dans l'espoir d'en finir avec la lutte. Ils ont augmenté les loyers de 6,5% au 1er juillet. Mais, pour faire passer cette sale mesure, ils ont utilisé la manoeuvre qui leur a été soufflée par les directions confédérales CGT-CFDT-FO au mépris des intérêts des travailleurs : ils ont pensé qu'en donnant une "aide" de 10 à 20% aux plus mal payés, ils pourraient écarter de la lutte une partie des résidents au moment de l'augmentation. De plus, cette "aide" (Aide Personnalisée au Logement ou sa version ATL, Aide Transitoire au Logement) serait versée directement à la Sonacotra par le PAS, c'est-à-dire avec l'argent volé aux travailleurs immigrés. Mais les résidents ont refusé une "aide" qui permettrait aux sociétés et associations gestionnaires de foyers d'augmenter les loyers comme elles l'entendent : les 6,5 % ont entraîné de nouveaux foyers dans la grève ! Depuis le 23 mai 78, la Sonacotra et Stoléru avaient aussi décidé de traîner devant les tribunaux une centaine de nos camarades, qualifiés de "meneurs" parce qu'ils participent activement à la lutte et soigneusement; choisis pour les isoler de leurs camarades. Ils leur réclament des sommes allant de 2 000 à 10.000 F sous peine d'être exclus des foyers avec séquestration et saisie de leurs objets personnels.

Afin de préparer l'opinion à une répression policière accrue et à des expulsions de France, Stoléru a lancé, avec l'appui de nombreux journaux, une campagne de dénigrement qui s'amplifie depuis quelques semaines. Tous les prétextes sont bons pour essayer de faire passer les grévistes pour des voyous et des assassins. Des résidents se bagarrent à cause de la fatigue, de la misère, de l'abus de l'alcool (qui rentre quelquefois dans les foyers grâce à la police, car les résidents sont opposés à la vente d'alcool au bar) ? Pour Stoléru, ce n'est pas la faute des patrons et de la Sonacotra, nais du Comité de Coordination ! Un meurtre est commis, comme à Bagnolet, le 22 juillet, par un résident dénoncé depuis longtemps comme un individu louche protégé par la Sonacotra ? Pour les journaux vendus, c'est la faute au Comité de Coordination ! Nous savons que la Sonacotra et la bourgeoisie utiliseront tous les moyens de mensonge et d'intimidation dont elles disposent pour tenter de briser notre lutte, les attaques et agressions toujours impunies, les insolences et les provocations des gérants racistes (incendie à Nantes le 11 juillet, coups de carabine quelque temps plus tard, blessant 2 résidents). Ainsi, à Romain-Rolland (St Denis), le 21 juillet, le veilleur de nuit qui a une longue habitude de tirer avec des armes à feu dans le foyer, couvert par le gérant, la police et la municipalité qui veulent cacher ces faits, a grièvement blessé un gréviste à coups de barre de fer. Mais ces intimidations de nous feront pas céder.

Nous ne laisserons pas non plus briser notre lutte par ceux qui, comme l'Humanité, ont justement choisi ce moment difficile pour la dénoncer. Voici

(suite p. 5)

GREVES AU PEROU

• En juin, l'annonce d'une hausse de prix de plus de 50% des denrées alimentaires a provoqué immédiatement un embrasement de la lutte de classe dans tous les centres industriels, que ni la répression, ni même l'organisation d'élections alimentant la mystification démocratique n'ont pu étouffer. Au contraire, depuis, les luttes n'ont cessé de se développer, et les mineurs, métallurgistes et cheminots ont pris le relais des trente mille fonctionnaires en grève.

crise de la bourgeoisie et lutte de classe

Dans un pays comme le Pérou, dominé par l'agriculture où les sans-travail sont chassés des terres par la misère s'entassent de plus en plus nombreux dans les bidonvilles autour de Lima, le prolétariat industriel représente moins de 10% de la population. Cependant, les luttes ouvrières n'ont pratiquement pas connu de cesse depuis près de dix ans. Une crise aux dimensions abyssales aiguillone la combativité ouvrière, pousse à l'amplification des luttes. Aujourd'hui, ces luttes bravent la mitraille et les prisons du gouvernement militaire de gauche que l'ensemble des gauchistes s'empressaient de proclamer progressiste, voire même révolutionnaire.

(suite p. 8)

LA LUTTE EN FRANCE

(suite de la p. 1)
pour survivre, de l'appui des pouvoirs publics" (Fabre, dans "Le Monde" du 22 août) et les partis, comme l'UDF, qui soutiennent tous les projets de concentration de capital ;
- conflits entre la nécessité pour le gouvernement d'intensifier l'austérité et la nécessité de faire accepter ces mesures par la classe ouvrière et donc de parler un langage de gauche.

quel choix pour la classe ouvrière ?

La bourgeoisie n'a donc pas le choix, aucun choix. Le prolétariat, lui, en a-t-il un ? Celui de subir la misère que lui impose le capitalisme ou celui de lutter pour sa destruction ?

Déjà, en juin, il a donné une réponse, partielle certes, mais ferme, à cette question, à l'heure même où Giscard d'Estaing félicitait les "Français" d'avoir fait "le bon choix", tait la grève à Renault-Cléon, Renault-Flins, c'était la grève dans les arsenaux, c'était la grève dans de nombreuses usines où des licenciements étaient annoncés, en France et jusqu'en Nouvelle-Calédonie. En juillet-août, les contrôleurs du ciel ont pris le relais et sérieusement ébranlé le mythe de la "trêve estivale".

Les grèves n'ont donc pas cessé, que ce soit contre l'aggravation des conditions de travail, contre l'accélération de l'attaque du niveau de vie, contre les menaces de licenciements.

A Renault-Flins, c'est une minorité décidée qui a déclenché la grève, qui a réussi à l'étendre. Dans les arsenaux aussi. Et dans les deux cas, le patronat et les syndicats ont parlé de "grève minoritaire". De la même façon, Le Theule parle des contrôleurs aériens en grève comme d'un "noyau d'irréductibles" qui voudraient "imposer n'importe quoi à l'Etat". Si ces luttes sont aussi minoritaires que la bourgeoisie veut bien le dire, pourquoi un tel battage ou pourquoi de telles mesures de répression ?

A Renault, les décisions étaient prises en assemblées générales, d'autant plus que les ouvriers immigrés, les plus combatifs à Flins, étaient très peu syndiqués. Les contrôleurs aériens eux aussi, se sont réunis en assemblées générales : c'était là l'une des grandes forces du mouvement. Mais, là encore, les syndicats ont fait de cette force une faiblesse même : à Renault, toute personne étrangère à l'entreprise était a priori suspecte. A Athis-Mons, parmi les contrôleurs aériens, "les débats se déroulent dans le plus grand secret". Ainsi, "l'assemblée générale du 9 août a débuté par un curieux cérémonial, consistant pour chaque participant à identifier son voisin afin de repérer tous les éventuels intrus" (Le Monde du 11/8).

A Renault, comme parmi les contrôleurs aériens, les assemblées générales ont voulu généraliser la grève : les syndicats les ont noyé, secteur par secteur dans le premier cas, dans tout le personnel de l'aviation civile dans le deuxième.

Le gouvernement a mené toute une campagne de dénigrement, il a orchestré tout un chantage au chômage. Aussi bien contre "les Renault (qui) sont des privilégiés qui ne sont pas touchés par le chômage" (Ceyrac) que contre le "noyau d'irréductibles qui profitent d'un statut qu'ils dénoncent, qui, pour un travail donné, leur procure la sécurité de l'emploi, la retraite à 55 ans,... des revenus... équivalents à ceux d'un jeune professeur titulaire" (Le Theule) à propos des contrôleurs aériens.

Les immigrés", OS chez Renault, sont donc, d'après la bourgeoisie, des ouvriers surpayés ; les contrôleurs aériens sont, selon les mêmes sources, eux aussi, des travailleurs surpayés. La bourgeoisie emploie donc les mêmes arguments dans les deux cas, et dans les deux cas, elle présente les grévistes comme deune sorte d'"aristocratie ouvrière" et, à ce titre, essaie de les dresser les uns contre les autres. La grève des contrôleurs n'est "ni justifiée, ni acceptable, car elle pénalise une majorité de Français de conditions extrêmement variées qui veulent très normalement profiter des vacances" précisant en particulier que les vols pour l'Afrique du Nord étaient spécialement touchés (toujours Le Theule, dans ses diverses déclarations). L'intention de diviser est évidente, mais elle est bien faible dans ses effets quand on sait que les travailleurs immigrés, de Renault ou d'ailleurs, ne vont guère en Afrique qu'une fois tous les 4 ans. Et elle est bien faible quand on sait que les mêmes qui avaient dénigré la grève des immigrés de Renault prétendent maintenant les soutenir contre les grévistes des aéroports.

Et ce qui est surtout évident après toute cette campagne, c'est la fin d'un mythe, celui d'une certaine "aristocratie ouvrière" que se plaisent à répandre non seulement la bourgeoisie "officielle" mais aussi tous ceux qui aiment découper la classe ouvrière en tranches : tranches de salaires, tranches de catégories, de secteurs.

Toutes ces grèves se sont jusqu'à présent soldées par des "échecs" si on considère les résultats : répression individuelle des grévistes, menaces de lock-out par le plan Gréco pour les contrôleurs, refus de paiement des jours de grève dans les arsenaux, et pas la moindre augmentation de salaires. Les grèves contre les licenciements, elles aussi, se sont heurtées au même échec, que ce soit en France ou en Nouvelle-Calédonie où la bourgeoisie a adopté une attitude encore plus dure.

A Nouméa, les 3 800 ouvriers du nickel, en grève depuis le 1er juin, ont repris le travail après un mois et demi d'arrêt : les 450 licenciements prévus seront effectifs, les horaires seront ramenés à 37 heures 30, ce qui réduit la masse salariale de 18 %, au lieu des 12% initialement annoncés ; en prime, le gouvernement français a même annoncé que l'impôt sur le revenu serait institué également sur le territoire d'outre mer. Tout cela donne une idée de la menace qui pèse aujourd'hui sur toute la classe ouvrière : non seulement le gouvernement ne fait même plus semblant d'accorder la moindre miette, mais il durcit son attitude en réduisant encore plus les salaires qu'il ne l'avait annoncé au départ.

oOo

A Renault, dans les arsenaux, dans toutes les usines où des licenciements sont annoncés, parmi les contrôleurs aériens, les luttes sont les mêmes. Elles ont toutes les mêmes objectifs, elles ont toutes été, au départ, menées par des minorités plus combatives et bien décidées à généraliser les grèves.

Elles se heurtent toutes au gouvernement qui tente de planifier la crise, de l'étaler dans le temps : c'est le gouvernement qui pose la reprise du travail comme préalable à de soi-disant négociations, c'est le gouvernement qui à bout de ressources, envoie les CRS pour faire évacuer les usines occupées par des "minorités".

Elles se heurtent toutes aux syndicats chargés, eux, de faire accepter le chômage et l'austérité. Séguy l'a bien compris et ne s'en ccache pas quand il écrit, dans "Le Monde" : "Les travailleurs ont moins besoin de professeurs "il faut" que de syndicalistes modestes et responsables". Et la bourgeoisie peut faire confiance au sens des responsabilités des syndicats.

Ce sont les syndicats qui ont signé, pendant toute la période d'été, des centaines de contrats dans le privé et dans la fonction publique ; tous ont signé les contrats de la métallurgie qui n'avaient pas été renouvelé depuis 72, tous ont signé les contrats du textile, entre autres.

Autant de contrats qui tentent d'attacher la classe ouvrière à la politique d'austérité du gouvernement, autant de tentatives de neutraliser un prolétariat qui n'est pas prêt à redonner une goutte de sang dans un conflit mondial.

Les grèves qui n'ont pas cessé depuis plusieurs mois, sont déjà une réponse à la perspective d'austérité, de chômage et de guerre mondiale qu'offre la bourgeoisie à la classe ouvrière. La classe ouvrière n'a pas le choix : elle ne peut que lutter, en généralisant ses luttes en dehors du cadr«\ corporatiste et contre les syndicats, contre la gauche, contre les gauchistes, en prenant ses décisions dans des assemblées générales de tous les travailleurs, ouvriers de l'usine, chômeurs, travailleurs d'autres secteurs. C'est là la seule perspective de la classe ouvrière.

N.M.

Dans le dernier numéro de notre journal, la fin de la RESOLUTION SUR LA SITUATION EN FRANCE (p. 2-6) du troisième Congrès de RI, a été tronquée et nous publions ci-dessous le passage manquant.

Contre ce renouveau des luttes, le capitalisme s' appuiera de plus en plus sur les syndicats parmi lesquels CGT et CFDT vont tendre à échanger leurs rôles antérieurs compte-tenu de leurs attaches politiques :
- la CFDT va jouer de plus en plus la carte de la concertation, de la modération du langage ;
- la CGT, même si elle ne renoncera pas à son battage sur "1'ouverture de négociations", va essayer de se présenter comme le plus combatif, le plus décidé, prenant la tête des luttes, si nécessaire de leur "généralisation" pour pouvoir mieux les contenir et empêcher toute généralisation spontanée.

Au sein des syndicats, les gauchistes et particulièrement les trotskystes, vont continuer à jouer leur rôle de rabatteurs des éléments les plus combatifs comme ils l'ont fait ces dernières années sur le plan électoral et même si le PC leur coupe pour le moment l'herbe sous les pieds ils sont appelés, par le caractère plus radical de leur langage à jouer un rôle croissant dans le sabotage, la dilution et l'épuisement des luttes. Parmi l'ensemble de mystifications déjà éprouvées que les uns et les autres mettront en avant, une de celles qui tendra à jouer un rôle de plus en plus pernicieux est celle qui, en récupérant et détournant le mot d'ordre de dénonciation de "notre propre impérialisme" sans dénoncer l'ensemble des blocs impérialistes, aboutit à appeler au soutien d'un bloc donné. Les révolutionnaires se devront de dénoncer avec la plus grande intransigeance ce type de mystifications.

9) Comme l'ont mis en évidence Marx et Rosa Luxembourg, le chemin qui conduit à la révolution prolétarienne est très long et chaotique. Dans la période qui vient, en France comme partout ailleurs dans le monde, c'est un long apprentissage qui attend la classe ouvrière au cours duquel à travers ses luttes économiques où l'élément politique sera de plus en plus important, elle réapprendra à affronter son ennemi, à faire tomber les masques derrière lesquels il se dissimule, à prendre conscience des fins et des moyens de sa lutte historique. En ce sens, nous ne sommes pas encore à la veille de la révolution mais pour la période qui vient, on peut prévoir :
- une tendance au débordement croissant des syndicats, à la généralisation et à des explosions brutales ;
- une plus grande prise de conscience du caractère international de la lutte.

Face à ces combats et ce processus de prise de conscience, les révolutionnaires devront se tenir prêts :
- à intervenir activement en leur sein et s'en faire partie prenante
- à en tirer un maximum d'enseignements afin d'être le mieux armé possible pour les féconder, à réagir rapidement de la façon la plus adéquate face aux situations nouvelles auxquelles, avec l'ensemble de la classe, ils seront confrontés.

---

les mesures de la bourgeoisie : contre le chômage ou contre les chômeurs ?

• Les indemnités de chômage ramenées à 50 % du salaire antérieur pour tous pendant la première année. Il ne doit pas y avoir de "profiteurs" : égalité dans la misère ! Tel est le produit des tractations sordides passées entre gouvernement, patronat et syndicats.

C'est ainsi que les chômeurs et l'ensemble de la classe ouvrière auront à la rentrée à se heurter aux fruits de la "recherche de solutions contructives" dont se gargarise la CFDT.

Les 90 % qui avaient été négociés en 1974 et accordés parce que l'on pensait "pouvoir sortir de la crise" ne touchaient déjà qu'une infime partie des chômeurs : les licenciés économiques et qui devaient encore fournir la preuve de leurs efforts à rechercher un nouvel emploi.

Aujourd'hui, davantage d'austérité est nécessaire : il s'agit de renégocier avec le concours syndical ces 90 % dans le sens de leur...diminution sous couvert de le faire "au profit des moins favorisés" comme prétend la CFDT. Aux côtés des bienheureux qui verront une progression de 10 % de leurs indemnités, qui ne compensera pas l'augmentation du coût de la vie en un an et qui sera, de toutes façons, payée par les prolétaires encore au travail par une probable augmentation prochaine de leur cotisation chômage, les nouveaux licenciés de septembre apprécieront la délicatesse de cette attention !

Les syndicats peuvent bien demander que l'Etat double ou triple ses interventions, Barre nous a prévenus : "Les Français parlent en termes d'avantages supplémentaires, alors que le problème est celui de la conservation de l'acquis et même de la survie du pays".

Cette mesure vient après cette autre qui, après avoir pressuré, surexploité les immigrés, les remerciait de leurs services grâce au fameux million pris., sur leurs salaires et ceux de l'ensemble des ouvriers.

"L'ouverture sociale", c'est une meilleure division des tâches : le gouvernement prend les mesures, les syndicats nous les expliquent, la gauche et les gauchistes surenchérissent. Hier, il était préférable que les immigrés "aient une vie décente dans leurs foyers" (PC), aujourd'hui, il faudra "partager entre tous" pour le bien de "la nation".

La France n'est pas le lieu privilégié de cette attaque à notre survie. A l'heure où toutes les bourgeoisies nationales font campagne pour réduire les dettes publiques, l'Angleterre projette son expérience : pour réduire la dette publique, il fallait réduire les aides de l'Etat à l'intérieur du pays. En même temps que diminuaient les "protections sociales" (allocations familiales, sécurité sociale, les cotisations ouvrières augmentaient pour renflouer les caisses de l'Etat. La même solution était préconisée en Espagne, Hollande, Italie. Tel est l'avenir pour la classe ouvrière française. La simple "conservation des acquis" est journellement compromise : en Espagne, les commissions ouvrières contrôlées par les PC demandent à participer davantage aux orientations gouvernementales et de proposer, face aux 1 200 000 chômeurs "l'adoption d'un impôt de solidarité contre le chômage". C'est-à-dire diminuer le salaire pour une meilleure répartition de la misère.

Attaques des salaires, réduction des aides, se doublent de ce que la bourgeoisie nomme pompeusement la "rationalisation des efforts" et qui signifie pour les chômeurs, en langage plus vulgaire, leur encadrement :
- par la division comme aux Pays-Bas, avec la mise au point d'un système de cycles de "rééducation professionnelle pour la promotion sociale". Plutôt que de se battre pour leur survie, les chômeurs sont ainsi encouragés à se battre pour un "diplôme plus adéquat", non plus contre le système qui les opprime, mais contre ce qui est présenté comme leurs concurrents : les autres chômeurs, les ouvriers actifs ;
- par la militarisation et le contrôle de l'Etat : comme en Belgique où on engage les chômeurs à fournir un ou deux jours de travail à l'Etat sous peine de voir leurs allocations éliminées ; comme au Canada, où de vastes campagnes sont engagées contre les "chômeurs fictifs qui refusent les travaux manuels", et où le ministre de la défense propose que les chômeurs soient privés de toute allocation s'ils ne satisfont pas "au recrutement dans les forces années".

Mystifications, division, militarisation du travail ne sont qu'un seul et même avertissement : la bourgeoisie ne peut plus combattre le chômage avec de l'argent. C'est nos salaires d'abord, notre vie ensuite, qu'elle combattra directement.

Nous avons fait la sanglante expérience que notre salut n'est pas dans la militarisation du travail pour la défense de la "patrie", comme nous le proposeront gauche et gauchistes, mais dans l'union contre les divisions et constructeurs de divisions, pour la destruction d'un système qui n'a rien à nous accorder.

M.O.

LE P.C.F. ET LE "MARCHE COMMUN"

• Le PCF a déclenché une forte campagne contre l'élargissement du Marché commun à l'Espagne, la Grèce et le Portugal, élargissement qui va aider à la liquidation de secteurs anachroniques de l'agriculture française.

Pourquoi ce refus de la part du PCF ? Pourquoi cette défense de secteurs dépassés ? Pourquoi cette campagne ? D'abord parce qu'adversaire farouche de l'appartenance de la France au bloc américain, le PCF est très sensible au fait que ces entrées dans le Marché commun sont "une partie du dispositif conçu pour permettre aux grandes sociétés américaines et allemandes en particulier, de se déployer à leur aise" (1) Et il est vrai que derrière l'intégration au Marché commun, c'est le renforcement du bloc qui s'accélère. Ensuite parce que partisan le plus décidé d'un capitalisme d'Etat "radical", il s'oppose plus à la façon dont se fait la liquidation d'une partie du secteur agricole non rentable que sur le fait qu'il y ait liquidation. Comme l'écrit la patriotiquement prénommée "Francette" Lazard dans l'Humanité : "Certes, les agriculteurs méridionaux risquent d'être les plus cruellement touchés...". MAIS "il s'agit en réalité de savoir qui doit décider du sort de branches entières de l'économie nationale... et en fonction de quels critères". C'est clair.

Mais avec l'entrée de l'Espagne et autres dans l'Europe agricole, le PCF continue le battage commencé auparavant sur le thème du "fabriquons français" : c'est-à-dire une entreprise d'empoisonnement d'idéologie chauvine dirigée vers la classe ouvrière. Soumise pendant de longs mois, lorsqu'elle travaille et lutte, à la propagande nationaliste du PCF, la classe ouvrière y est aussi confrontée lorsqu'elle peut partir en vacances. Car c'est à ces travailleurs vacanciers que le PCF s'est adressé, par affichages géants sur les routes, par tracts sur les plages et manifestations partout où ils se trouvaient, leur faisant même découvrir une nouvelle forme de "lutte" avec le slogan "déguster c'est lutter"! C'est la classe ouvrière que le PCF appelle "à l'action... pour défendre l'indépendance française, dire non à l'élargissement du Marché commun."(1) Il faut en effet que les travailleurs disent non...pas pour dire oui à l'élargissement du Marche commun, car élargi ou pas, le poids de l'austérité sur leur dos ne cessera pas de croître pour autant. Il faut qu'ils disent non... mais au PCF lui-même ! Dire non, car leur intérêt n'est pas de défendre la nation, de produire et fabriquer français. Défendre cela c' est pousser les ouvriers des différents pays à se suspecter d'abord, se concurrencer ensuite pour finir par se battre entre eux. C est montrer à la classe ouvrière pour ennemi et responsable de sa situation, non le système qui la plonge partout dans l'exploitation, le chômage et, régulièrement, la guerre, mais les ouvriers d'autres pays, ses frères de classe.

Ce que le PCF défend et met en marche ce n'est rien d'autre que l'horrible machine du nationalisme; ce qu'il est : un pousseur de prolétaires à s'égorger entre eux. Le PC espagnol peut bien se donner des allures internationalistes en traitant de chauvin son homologue français, mais il ne doit pas nous tromper. Lui aussi, c'est au nom de l'intérêt national (mais espagnol cette fois) qu'il agit... contre la classe ouvrière en Espagne. Il est en tant que signataire du pacte de la Moncloa, un des responsables du l'austérité que ce pacte d'intérêt "national" a apporté à nos camarades de classe d'Espagne. Son sale travail, il le fait seulement de l'autre côté des Pyrénées tout aussi chauvinement.

Hier par deux fois on a fait bouffer du "bôche" aux travailleurs de France et du "franzouse" aux travailleurs d'Allemagne. Chaque fois on a promis à chacun qu'écraser l'autre amènerait paix et prospérité. Chaque fois ici et là-bas la classe ouvrière a eu en réalité l'austérité et la guerre. Aujourd'hui c'est la même situation, sauf que la guerre n'est pas encore là. Il faudrait en effet que les travailleurs acceptent d'aller à une nouvelle boucherie mondiale pour qu'elle éclate. Est-ce cela l'intérêt de la classe ouvrière ? NON ! Notre intérêt c'est la fin des guerres, du chômage et de l'austérité ! C'est la lutte sans merci contre le système qui engendre cette sordide trinité ! C'est le combat le plus décidé contre tous ceux -et y compris le PCF- qui nous exhortent à produire français, grec, espagnol ou autres appellations que l'on veut vendre et pour lesquelles le capital fait exploiter et mourir la classe ouvrière de TOUS les pays du monde. Ce combat est la seule et unique voie que la classe ouvrière mondiale doit et peut mener, partout. Voilà la véritable leçon et l'implacable réponse pour elle aux affiches chauvines du parti français dit trompeusement communiste.

J.C.

(1) Tiré de l'Humanité.

LES SINISTRES IMPASSES DU CAPITALISME

• Les émeutes sanglantes qui se succèdent à un rythme régulier depuis plus d'un an en Iran, viennent de connaître un épisode particulièrement horrible avec l'assassinat de sang-froid de quelques 500 personnes. Méfait perpétré de toute évidence par un régime en déliquescence qui tente désespérément par ce geste de reconstituer l'union autour du Shah. Chose délicate entre toutes, alors que la dynastie iranienne se voit opposer la quasi-totalité des couches de la population, perdant son crédit jusqu'à et y compris chez nombre de dignitaires de tout ordre.

Si le "boom" économique issu de la manne pétrolière a pu faire illusion, c'est bien parce qu'il avait amené trop à compter sur la spéculation et pas assez sur les réalités d'une crise économique mondiale pour ne pas désemparer une bourgeoisie et une petite-bourgoiesie nouvellement développées, face à l'abandon de maints projets industriels dû à la stagnation économique. Le désespoir de milliers de petits boutiquiers résistant de plus en plus difficilement à la concentration du capital, que ce soit entre les mains de la bourgeoisie ou de l'Etat explique l'essentiel de l'importance politique que peut afficher le clergé.

C'est en fait la conjonction de deux forces les plus archaïques qui s'est fait jour pour réclamer le retour aux valeurs traditionnelles au travers desquelles est escomptée la préservation de la propriété du petit capital.

C'est donc essentiellement une révolte spectaculaire et sans issue de diverses couches de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie laminées qui domine la scène d'un mouvement social où le prolétariat se trouve dilué, incapable pour le moment d'intervenir sur un terrain de classe, malgré la série de luttes extrêmement sévères qu'il avait pu mener au cours de l'année passée.

Les convulsions que connaît l'Iran ne sont pas sans poser un sérieux problème de répercussion sur l'échiquier international, comme en témoignent les déclarations de soutien au Shah de la part de deux lieutenants du bloc occidental : l'Arabie Saoudite et la Chine. Bien qu'une déstabilisation de la position des camps en présence paraisse difficile, elle reste néanmoins possible et ne serait pas sans retentissement et répercussion grave pour l'équilibre des forces inter-blocs, dans le mesure où l'Iran constitue un pion essentiel pour le bloc US au coeur d'une zone géopolitique névralgique : se situant au sein d'un carrefour entre l'Asie, le Moyen-Orient, l'URSS et la route de l'Europe. Position qui lui confère un rôle de gendarme de première importance dans cette région du monde, assumé par un surarmement des plus sophistiqués -ce qui lui valut l'honneur d'intervenir directement pour écraser le mouvement national du Dhofar pendant qu'elle soutenait de la façon la plus active qui soit le mouvement kurde en Irak avant de le réduire à néant à la suite d'accords commerciaux avec ce dernier pays, ainsi que de constituer, en dernier lieu, un premier rempart solide contre l'URSS et ses alliés Irak et Afghanistan. On comprend ainsi que de l'Iran dépend un/rapport de force impérialiste essentiel pour le contrôle et la domination de cette région.

Si les USA en peuvent se résoudre à se débarrasser d'un Shah totalement déconsidéré jusqu'au sein de larges fractions de la bourgeoisie, c'est bien parce que la situation politique interne paraît sans issue quant à une possible transition. L'opposition ne constitue aucune alternative crédible, que ce soit le mouvement ecclésiastique, représentant les couches de la population les plus archaïques qui soient et pouvant de plus être porté, au nom de l'orthodoxie islamique", à se détacher du camp occidental (cf. le reproche au Shah de trop grande ouverture au monde occidental et de ne "pas être vraiment iranien") ; quant au PC, outre son caractère ultra-minoritaire, il est, bien sûr, pro-russe. Comme dans tout pays du"tiers-monde", en l'absence d'une bourgeoisie nationale suffisamment développée pour assurer une gestion globale des intérêts nationaux, l'armée reste en dernier ressort la seule force organisée. Mais il apparaît que les USA tentent de mettre un terme à la situation actuelle en infléchissant la politique du Shah vers une "libéralisation" qui permettrait au travers d'élections la composition d'un gouvernement d'union nationale (voir la démission du premier ministre, Amouzegar). L' intervention de Washington dans le jeu politique de l'Iran ne peut que s'avérer à nouveau déterminante comme en 53, lors du renversement de Mossadegh, t cela parce que les USA ne peuvent se permettre de perdre le contrôle de ce pays, quitte à utiliser des moyens d'une plus grande envergure.

25/8/78 PN

CONFERENCE DE BONN

UN SOMMET D'ILLUSIONNISTES

• Les 16 et 17 juillet s'est tenue à Bonn une conférence des chefs d'Etat des sept plus puissants pays du bloc occidental consacrée aux problèmes économiques. Ces dernières années la bourgeoisie nous a habitués à ce type de rencontres : Rambouillet en novembre 1975, Porto-Rico en juin 75, Londres en mai 77. Mais ce qui tranche entre ce "sommet" et les précédents, c'est l'optimisme affiché par les participants à son issue : "le plus important de tous les "sommets" tenus jusqu'à présent", "les résultats dépassent les prévisions les plus optimistes", etc. Les grands dirigeants du capitalisme auraient-ils enfin trouvé les moyens d'affronter victorieusement la crise mondiale ? Auraient-ils découvert ce remède miracle qu'ils cherchent avec angoisse depuis plus de dix années ? La réponse nous pouvons la trouver non dans les déclarations lyriques des démagogues en chef de chaque pays mais dans les articles de la presse économique par lesquels les "experts" du capitalisme tentent d'informer du mieux possible leur classe sur la réalité de la situation :

"Bonn sera sans doute rapidement oubliée et la conjoncture internationale dans quelques semaines ne sera guère différente de ce qu'elle aurait été avec ou sans conférence. En effet, comme toutes les réunions de ce genre, Bonn a constaté, bien plutôt que modifié l'environnement international dans lequel notre économie doit actuellement se mouvoir. Environnement international particulièrement déprimé, comme chacun sait, puisqu'il se caractérise en Europe par une expansion languissante, un chômage croissant...et une inflation qui...continue d'être très menaçante. La marge d'action des gouvernements est donc étroite... Mais chacune des décisions prises... soulève peut-être plus de problèmes qu'elle n'en résout." ("La Vie Française, 24/7/78).

Ainsi, abandonnant les illusions que la reconstruction d'après-guerre avait fait surgir, la bourgeoisie est de plus en plus consciente de la gravité du mal dont souffre son système et de la vanité de toute tentative pour le guérir. Elle en est réduite à de petits rafistolages et à se tourner vers les vertus de l'incantation. Rafistolages que les mesures -chiffrées, s'il-vous-plaît !- décidées à Bonn :

- relance budgétaire en Allemagne;
- augmentation des importations pour le Japon;
- doublement (déjà prévu d'ailleurs) du déficit budgétaire français;
- promesse des USA de réduire leur déficit commercial, qui payé par la planche à billets vient encombrer le marché mondial de cette monnaie de singe qu'est devenu le dollar.

Ainsi, destinées à réduire l'inflation (la dernière), ou à lutter contre la récession en "créant" une demande plus grande, ces mesures n'auront d'autre effet -si elles en ont un- que de substituer l'une à l'autre (et réciproquement) et à répartir autrement les difficultés des divers pays concernés. La grande "innovation" de la conférence de Bonn consiste donc à poursuivre une politique qui de Charybde en Scylla n'a permis, depuis dix ans, que de faire osciller le système entre les écueils de plus en plus dangereux de l'inflation et de la récession sans réussir cependant à éliminer ni l'une ni l'autre.

D'ailleurs, la vanité de toutes ces tentatives s'est révélée une fois de plus quelques jours après la conférence. Alors que celle-ci s'était donné comme objectif de stabiliser le dollar, cette monnaie a connu l'effondrement le plus spectaculaire de son histoire. Sur lès vertus de l'incantation, la presse économique s'explique également : "...les chefs d'Etat ...sont venus à Bonn chercher les moyens de convaincre leurs compatriotes respectifs que l'on allait enfin tirer l'économie mondiale du gouffre dans lequel elle s'enfonce". (Le Nouvel Economiste, 24/7/78).

Ainsi la bourgeoisie n'a pas peur d'annoncer clairement le caractère idéologique et mystificateur de ce type de spectacles.

- mystificateur à l'égard de ses secteurs les plus inquiets : la méthode Coué, en somme !
- mystificateur à l'égard des autres catégories de la population qu'il faut convaincre des possibilités illimitées et du caractère éternel du capitalisme.

En 1929, l'effondrement boursier avait été la manifestation la plus spectaculaire -du point de vue de la bourgeoisie- de la catastrophe économique. Aujourd'hui, ce sont les conférences internationales qui, sur le plan du spectacle bourgeois, constituent l'indice le plus significatif de sa progression. Qu'il en soit réduit à se réfugier dans ce type de spectacles dont ses propres "experts" reconnaissent l'innefficacité, démontre la gravité de l'impasse où se trouve aujourd'hui le capitalisme. La seule chose qu'il puisse faire c'est ralentir quelque peu le rythme de l'effondrement, tenter d'empêcher le "chacun pour soi" de 29 afin de ne pas trop compromettre ses positions face au bloc impérialiste adverse à l'heure d'une aggravation des conflits et, enfin, fourbir ses armes idéologiques, politiques et "techniques" afin de mieux se préparer à l'affrontement avec la classe ouvrière : ce n'est sûrement pas par hasard qu'à Bonn, il y a eu accord unanime pour renforcer mondialement les mesures de répression baptisées, évidemment, d'"anti-terroristes".

F. M.

ERRATUM

Dans l'article "Libération nationale un abattoir du prolétariat", nous disions : "les maoïstes de l'Humanité Rouge qui ont ainsi dénoncé l'impérialisme français...". En fait, l'Humanité Rouge a soutenu l'intervention militaire de la France au Zaïre !

UNE ENTRAVE A LA MACHINE DE GUERRE

Pendant le mois dernier, une grève a éclaté dans un des docks militaires en Ecosse chargés de l'entretien des sous-marins nucléaires. La réponse de la bourgeoisie britannique a été rapide et dure : lock-out des ouvriers et utilisation des soldats pour briser la grève. Une fois encore, la bourgeoisie montre qu'elle est toujours prête à utiliser les forces armées contre la classe ouvrière, comme elle l'a fait récemment contre la grève des pompiers et, avant, contre les ouvriers de l'aéroport de Heathrow. Les chefs syndicaux ont tout de suite condamné la grève, tandis que les shop-stewards (délégués d'atelier) s'efforçaient d'ouvrir les "négociations" et de limiter son étendue. Mais malgré tous les efforts des syndicats, la solidarité des ouvriers s'est manifestée dans le soutien que les grévistes ont reçu des autres dockers de la région, qui refusaient tout travail sur les sous-marins pendant la grève. Ainsi, deux faits sont mis en évide ice : que la lutte de la classe ouvrière contre la crise et l'austérité est la seule force qui bloque la route vers la guerre mondiale et que toute la bourgeoisie, des maréchaux de l'armée jusqu'à l'appareil syndical, est unie dans la défense des intérêts de l'économie nationale.

Nous publions ici l'article paru dans WORLD REVOLUTION, publication du CCI en Grande-Bretagne, sur la grève dans les docks militaires.

• 180.000 ouvriers, employés directement par l'Etat -y compris les jardiniers de la Reine, les chauffeurs des ministères et de la police- ont mené une série de grèves, de grèves du zèle et de solidarité avec leurs camarades, pour une hausse des salaires.

La bourgeoisie n'aime pas ça, même quand les grèves sont étroitement contrôlées par les syndicats. Mais elle réserve un venin spécial et une campagne de presse haineuse -sans parler de l'utilisation de l'armée pour briser la grève- à cinq cents de ces ouvriers : les ouvriers de l'entretien qui travaillent sur le fleuve Clyde qui ont refusé de travailler sur le sous-marin nucléaire "Revenge", entravant ainsi la machine de guerre du bloc occidental.

Pourquoi ? Parce que 1'action de ces hommes -et la solidarité qu' ont eue envers eux les ouvriers des arsenaux, des bateaux de remorque et des docks- frappe au coeur de la mystification bourgeoise la notion sacrée de la défense nationale.

Avant que la bourgeoisie ne puisse imposer sa propre solution à sa crise économique -une autre guerre mondiale- elle doit s'assurer que les masses qu'elle arme ne retourneront pas leurs fusils contre leurs exploiteurs au lieu de les tourner contre d'autres ouvriers. En d'autres termes, les ouvriers du monde entier qui n'ont rien à gagner dans une.telle boucherie doivent d'abord être'convaincus qu' ils ont quelque chose à gagner dans la guerre -des "gains socialistes" ou bien des "libertés démocratiques",- par exemple- avant de partir se faire massacrer au nom de"la nation".

La bourgeoisie n'a jamais oublié le plus grand choc qu'elle ait jamais eu quand les troupes sur le front et les ouvriers dans les usines ont mis fin à la première guerre mondiale en se rebellant contre le système capitaliste qui l'avait provoquée. Par leurs grèves, les désertions en masse et les luttes politiques violentes contre leurs propres patrons et contre"leur propre patrie", les ouvriers ont ouvert la possibilité d'un futur nouveau pour l'humanité. Ces luttes ont culminé avec la prise du pouvoir'par les ouvriers en Russie ainsi que par des tentatives révolutionnaires similaires dans d'autres parties du monde.

Ce n'est que quand cette classe unifiée a été défaite dans le sang -quand ses buts et ses idéaux ont été effacés ou falsifiés par les staliniens, les fascistes et les démocrates, qui ont assassiné leurs défenseurs les plus combatifs et écrasé leurs organisations- que la bourgeoisie a pu de nouveau mettre sans danger des armes entre les mains des travailleurs et des travailleuses pour "résoudre" la crise des années 30 avec une nouvelle boucherie et une destruction des forces productives encore plus grandes.

Aujourd'hui, la crise économique est de nouveau en train de serrer son noeud coulant autour du cou de la bourgeoisie. En dernière instance, la seule issue pour la bourgeoisie est une nouvelle guerre mondiale. Mais, contrairement aux années 30, la classe ouvrière n'est pas écrasée physiquement ou défaite idéologiquement. De plus en plus, les ouvriers ne voient pas pourquoi il faudrait défendre les Etats nationaux qui ne peuvent offrir qu'une austérité de plus en plus grande et du cbômage. Les vieilles fidélités et les mensonges ont fondu avec la chaleur de la crise.

C'est pour cela que la bourgeoisie panique quand les ouvriers -comme ceux de la Clyde ou leurs 50.000 frères et soeurs de classe qui travaillent dans les arsenaux de l'Etat français- mettent leurs propres intérêts de classe au-dessus de ceux de l'Etat national "au moment même où le chemin vers la guerre s'amorce. C'est pour cela que les chefs syndicaux et leurs shop-stewards se précipitent pour assurer au reste de la bourgeoisie que de telles actions ne se produiraient jamais si 1'intérêt national était réellement en jeu. Personne, parmi les huit syndicats qui, ont essayé d'étouffer cette grève -depuis les chefs ouvertement hostiles jusqu'aux stewards (délégués d'atelier) qui affichaient de la sympathie envers elle- n'a nié que l'intérêt national "passait au premier plan". Ces policiers des ouvriers ne peuvent pas arrêter les ouvriers qui essaient de défendre leur niveau de vie, mais ils peuvent en limiter les aspirations, saboter leurs piquets de grève massifs et cacher ce qui est réellement en jeu, avec leur bavardage sur l'égalité des salaires etc., tout en continuant a défendre ce mythe vital pour la bourgeoisie : la défense nationale passe avant la lutte de classe.

Il revient aux ouvriers de tirer la conclusion opposée, de comprendre et d'agir selon la réalisé de leur situation. Plus ils lutteront pour leurs intérêts réels, moins la bourgeoisie pourra imposer 1'austérité et continuer ses préparatifs pour la guerre. Réciproquement, plus ils accepteront les' sacrifices au nom de l'"intérêt national" et de la "défense nationale" en abandonnant la lutte à l'appareil syndical, pires deviendront leurs conditions de vie et plus il sera facile à la classe dominante de les conduire à la guerre. La solution n'est pas de cesser de lutter pour une vie meilleure mais, au contraire, de s'organiser à la plus grande échelle possible et de considérer les revendications salariales non comme un but mais comme le début d'un conflit inévitable qui doit conduire au renversement du capitalisme et de sa machine de guerre qui est le seul moyen de préserver la vie de tous les ouvriers du monde.

K.T.

P0RTUGALMIR0IR IMPITOYABLE DE LA CRISE

• "Le Portugal, réthoriquait Giscard d'Estaing lors de sa visite à Lisbonne fin juillet, a repris la place qui lui revient dans le concert des nations..." Inénarrable bourgeoisie : ce fameux concert où l'orchestre est tenu par une meute de grands commerçants doublés de mercenaires guerriers aux abois, a toutes les allures d'une cacophonie insoutenable dans laquelle, effectivement, le Portugal apporte sa propre fausse note. Là seul où le capitalisme est à 1'unisson, c'est dans la commune désespérance de trouver une issue à sa crise. Tout à fait passées de saison, les fanfaronnades d'antan sur la rapide sortie du "tunnel" ! Pour se faire illusion à elle-même et sur la classe ouvrière ennemie, la bourgeoisie en est maintenant réduite à crier au miracle au premier sou venant en excédent de ses balances commerciales; à faire du "au-jour-le-jour" la quintessence de son art gestionnaire. La moindre rémission dans la tourmente, la bourgeoisie n'a pas le temps de l'exploiter que déjà la crise l'annule avec une lourde ironie critique. A peine M. d'Estaing -agissant de plus en plus comme un courtier-gendarme du bloc occidental (ne sortait-il pas tout juste alors de la conférence de Bonn ?)- prenait-il congé du Portugal en serrant la main de Soares au milieu des congratulations d'usage et avec force protestations de confiance en l'avenir du pays et de son gouvernement, que le président-général Eanes se voyait contraint de destituer l'administration du socialiste. Il relançait ainsi une crise politique qui ne s'est jamais assainie depuis la "desalarization" de 1974, ouvrant une nouvelle période de vacance gouvernementale, juste au moment où le Portugal se trouve placé au bord de la banqueroute économique complète, sommé d'honorer les traites signées au FMI, plus que jamais sous la menace d'une explosion sociale de la part d'une classe ouvrière dont la bourgeoisie n'a jamais vraiment réussi à rabattre la combativité, depuis l'aube de la crise capitaliste mondiale. La classe dominante portugaise en arrive à ce point où il ne lui est plus possible de gouverner comme jusqu'alors, de Caetano à Soares, sans qu'aucune solution de réelle rechange se dessine pour elle. Après l'épisode populisto-gauchiste Carvalho et consorts, dont l'occurrence n'avait pas de raisons plus fondamentales que raccrocher la classe ouvrière à un pouvoir bourgeois en position vulnérable et placer le Portugal sur le marchepied d'un capitalisme plus décidément étatique, à la mesure des exigences de la crise économique, la nouvelle expérience démocratique portugaise s'était stabilisée... dans l'inviabilité des différents gouvernements Soares. L'institutionnalisation d'une telle instabilité ne promettait que le suicide national, mais rien ne s'offrait au Portugal que la transition stérile d'un gouvernement de paille da Costa, avec la perspective de moins en moins évitable d'élections anticipées: leur tenue est elle-même hypothéquée par l'obligation de refondre une loi électorale inadaptée et que le parlement est de toute façon incapable de voter.

Da Costa, non sans mal, a formé son équipe gouvernementale en dehors de la caste politicienne, avec des technocrates "spécialistes" en crise économique (pour les ouvriers, entendre : austérité) ; mais rien n'est moins sure que sa reconnaissance par 1'assemblée et le front du ressentiment des partis évincés. L'anarchie est près de culminer avec la menace de démission de Eanes, l'ultime et périlleuse carte dissuasive que la bourgeoisie s'effraie à jouer. C'est le cercle vicieux, l'impasse angoissante dont le drame se hausse à la valeur d'un symbole général pour le capitalisme en détresse, à portée d'autant plus universelle que le Portugal allie en son creuset national les caractéristiques d'un pays industrialisé et celles d'un Etat sous-développé exemplairement attestées par l'important rôle politique de l'armée.

La crise du capitalisme n'a pas ses racines profondes dans un pays donné mais à l'échelle du système même, fonctionnant comme un tout organique qui embrase la planète. Toutes les modalités spécifiques qui existent réellement selon les endroits finissent par rejoindre le réseau central des contradictions du capitalisme. Le fondement le plus déterminant de la crise au Portugal, mais qui n'est particulier que par rapport aux métropoles industrielles, réside dans le problème de la réforme agraire capitaliste. La valse des ministres de l'agriculture (les Barreto, les Saias), surtout depuis 1976, montre bien l'acuité de cette question au Portugal, qui constitue une véritable poudrière pour une explosion sociale, témoin le conflit endémique entre les grands propriétaires fonciers et les unités de production collectivisées (un de ces fameux "acquis" de la "révolution" de 1974) dans l'Alentejo, dont la politique d'équilibriste de Soares entre le PCP et les partis centristes s'est fait pour une grande part l'écho. Par là-dessus se greffent tous les impératifs généraux du capitalisme confronté à la crise aiguë de sa décadence : l'étatisation accrue de l'économie ; l'intégration à un bloc de tutelle (c'est le vrai sens de la candidature portugaise au Marché Commun) ; 1'endiguement de la montée des luttes ouvrières d'autant plus dangereuses que la géographie industrielle du Portugal concentre fortement le prolétariat. La situation de blocage au Portugal, à la lumière de la crise mondiale du capitalisme, se comprend donc à deux niveaux qui ricochent 1'un sur 1'autre :

- une rationalisation de l'économie rendue impérieuse par 1'annonce de la faillite, mais qui accentue le déchirement entre une masse de fractions bourgeoises anachroniques et celles qui représentent le mieux les intérêts globaux du capital national ;
- une gestion Soares qui s'est disqualifiée à force d'impuissance, mais un PS qui demeure, fondamentalement, le seul axe politique répondant à toutes les conditions posées à l'Etat portugais : face aux exigences de la stratégie d'ensemble du bloc occidental ; en tant que le plus sûr stabilisateur des tensions internes de la bourgeoisie ; comme la meilleure affiche d'une démocratie dont la bourgeoisie ne peut absolument pas se passer contre la menace prolétarienne latente.

Quatre ans après "avril 74", la "révolution démocratique" a en tout cas tout perdu, décidément, de sa belle fringance. L'armée, naguère louée comme l'espoir du "peuple", fait à présent figure de père-fouettard. Il se peut en effet, si l'impasse politique devait se creuser, que l'armée reprenne les affaires en main et gendarme la situation. Mais crier au retour de la droite, avertir contre le balayage des "acquis ouvriers" de 74(collectivisations, nationalisations), fustiger le PS pour ses responsabilités comme le font le PC et les gauchistes, ces fiers brandisseurs d'oeillets, ce sont des griefs d'abord faux en eux-mêmes -car ce n'est pas une "resalarization" de la politique portugaise qu'il faut dénoncer, mais dire pourquoi une involution de ce type est justement improbable, dans les termes que nous avons énoncés; et, ensuite, carrément anti-ouvriers car ils tendent, dans le dessein de promouvoir une idée du capitalisme d'Etat à masque prolétarien, à regonfler une mystification démocratique en passe de se ruiner aux yeux de travailleurs qui, passant du "fascisme" à la "révolution des oeillets" ont seulement "acquis" (dans les Unités Collectives de Production plus qu'ailleurs sans doute) une aggravation de leur misère et de leur exploitation au diapason du progrès de la crise capitaliste. Tout au contraire, et pour imposer le renforcement nécessaire de 1'austérité, la bourgeoisie portugaise, qu'elle se droitise ou se gauchise, doit rationaliser sa férule démocratique. N'est-ce-pas pour se ménager la neutralité compréhensive de l'Intersyndicale, contrôlée par le parti de Cunhal, qu'Eanes et da Costa ont intégré dans le gouvernement des personnalités qui ont l'honneur de ne point trop déplaire au PCP ?

Tout cet imbroglio de crise est bien fait pour dessiner un archétype caricatural du capitalisme décadent. La bourgeoisie européenne et mondiale, à juste raison, voit dans la grimace portugaise son visage de demain ; c'est le sens de cette inquiétude profonde que traduit aussi la démarche de Giscard à Lisbonne. Le prolétariat portugais, qui compte des chômeurs en France et au Portugal n'en est que mieux placé pour saisir la tendance irréversible de la crise à consumer le capitalisme jusqu'à ses bases ; pour tirer, à l'usage de la classe ouvrière mondiale, la leçon d'une lutte révolutionnaire indispensable et internationale , afin de mettre un terme à une barbarie qui, pour changer de gouvernement ou de régime ne s'en accroît que davantage.

25/8/78 Mx

LUTTE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

(suite de la p. 1)

ce qu'on lit dans le numéro du 6 juillet de ce journal : "Le Comité appelle à une grève illimitée et totale des loyers. Ce mot d'ordre irresponsable place les travailleurs immigrés dans une situation difficile. Non seulement il les place sous les coups de la répression mais il les isole (et les) coupe de l'ensemble de la classe ouvrière de France", Mais qui isole les travailleurs et les livre à la répression, sinon ceux qui dénigrent leur lutte ? Il doit être clair que nous chercherons toujours le soutien à notre plate-forme et à notre organisation de toutes les organisations qui luttent pour défendre les ouvriers, mais que nous dénoncerons aussi fermement celles qui sabotent notre lutte.

Malgré tout, la mobilisation réalisée à l'occasion des procès (manifestations de 1000 travailleurs à Nanterre, 2000 à Argenteuil, etc.), la manifestation du 8 juillet à Paris où des milliers de travailleurs ont protesté contre les nouvelles mesures racistes de Stoléru, la manifestation le même jour à Metz et le rassemblement de Strasbourg qui ont regroupé des centaines de travailleurs, ont obligé le gouvernement à reculer. Dans la vingtaine de procès qui viennent d'avoir lieu, les juges ont dû presque toujours reporter la décision en septembre ou en octobre, c'est-à-dire à un moment favorable à une plus forte mobilisation encore. A Strasbourg, ils se sont même déclarés "incompétents". Pourtant, à Metz, les camarades ont été condamnés à payer les arriérés avant le 15 août sous peine d'expulsion. Même chose au foyer Adatarelli de Fives-Lille. La justice est bien au service des patrons. Seule peut la faire reculer la force des travailleurs qui réside dans leur lutte commune et leur organisation.

Pour vaincre, il faut que la lutte s'étende encore ! Il faut que vous aussi, dans votre foyer où vous avez les mêmes revendications que les 40.000 résidents en lutte, vous élisiez vos délégués en assemblée générale et que vous rejoigniez la grève pour défendre vos intérêts et pour que nous luttions tous ensemble !

Pour vaincre, il faut aussi que la lutte soit unie, que les négociations se fassent avec le Comité de Coordination qui représente tous les foyers en lutte (ainsi les juges ont condamné le foyer de Gennevilliers, qui n'était pas relié au Comité de Coordination, à payer les arriérés de loyer dus par les grévistes), et non pas foyer par foyer, comme le veulent la Sonacotra et des organisations comme les confédérations CGT, CFDT, FO ou l'Amicale des Algériens en Europe, et autres associations et partis politiques qui négocient avec Mr Lionel Stoléru derrière le dos du Comité de Coordination, qui connaissent la situation des travailleurs dans les foyers depuis le début mais qui ne bougent aujourd'hui qu'existe la lutte que pour la faire terminer au plus tôt. Ces organisations vous cachent que des foyers comme celui de Saint Denis Allende qui ont négocié séparément en 76 se sont bien rendu compte que la Sonacotra n'a pas tenu ses promesses parce qu'ils étaient seuls, isolés de leurs camarades, et ils ont dû aujourd'hui reprendre la grève.

Pour vaincre, il faut aussi refuser les négociations entre la Sonacotra et toutes les organisations politiques ou syndicales qui veulent parler en notre nom, ainsi que la manoeuvre de division que constitue la tentative de créer de fausses "coordinations" locales qui ne défendent pas la plate-forme véritable de la lutte, combattent le Comité de Coordination des foyers en lutte et ne défendent pas vraiment les intérêts des ouvriers. Ainsi au meeting des foyers ADEF organisé par l'UD-CGT du Val-de-Marne le 27 juillet, la CGT en a profité pour diviser les résidents entre eux. Elle n'a pas oublié de dénoncer le Comité de Coordination comme elle le fait habituellement. Pour que la CGT arrive à avoir une force, elle est obligée de se diriger vers les nouveaux foyers en grève qui n'ont aucune expérience La CGT a trompé les résidents en faisant croire que le Comité de Coordination aidait Stoléru. Ce n'est pas la CGT qui a fait les manifestations du 19 novembre 77 et du 8 juillet 78 contre les mesures Stoléru. Mais par contre c'est elle qui a accepté les augmentations de loyer et les gérants racistes sous prétexte qu'ilssont syndiqués. Les résidents finiront par comprendre tôt ou tard que la direction CGT n'est pas.capable de défendre les intérêts des travailleurs et qu'elle s'entend fort bien avec M. Lionel Stoléru. Que pour vaincre, ils doivent s'organiser et ne compter que sur leurs propres forces, et rejoindre leurs frères dans le Comité de Coordination, des Foyers en lutte !

Pour vaincre, il faut aussi la solidarité de tous les travailleurs, immigrés et français. Si nous devons combattre les dirigeants des confédérations syndicales, c'est parce qu'ils trahissent notre lutte, dans les foyers comme dans les entreprises, où beaucoup de résidents sont syndiqués. Nous sommes convaincus que, tôt ou tard, les travailleurs et de nombreuses sections syndicales finiront par soutenir notre grève, notre plate-forme et notre organisation en se détournant de ceux qui les trompent par des mensonges, parce qu'ils comprendront que nos revendications et notre lutte concernent toute la classe ouvrière.

. NON A L'AUGMENTATION DES LOYERS, AUX SAISIES SUR SALAIRES, AU PAIEMENT DES ARRIERES, AUX EXPULSIONS DES RESIDENTS !

. A BAS LES FOYERS-PRISONS ET LES GERANTS RACISTES !

. SONACOTRA ET STOLERU CEDERONT !

. VIVE LE COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA, AFTAM, ADEF, AFRP, rue FONDARY, SOUNDIATA, et cités LOGIREP !

. TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

PRENEZ CONTACT AVEC LE COMITE DE COORDINATION, donnez-lui toutes les informations sur votre foyer, sur ses problèmes, sur les besoins de la lutte, en écrivant à :
COMITE DE COORDINATION DES FOYERS EN LUTTE
14, rue de NANTEUIL
75015 PARIS

Le 30 juillet 1978

• Cette adresse parle d'elle-même quant aux mesures que la bourgeoisie prend contre les travailleurs immigrés et aux manoeuvres qu'elle met en oeuvre avec prédilection pendant la période d'été où elle espère plus facilement les faire passer. Démagogie, intimidation, racisme et répression ont pour objectif une exploitation plus féroce encore pour un niveau de vie toujours plus bas et dès conditions de travail toujours plus difficiles.Cette attaque systématique contre les travailleurs immigrés qui se sont avérés être parmi les plus combatifs de la classe ouvrière en France fait partie intégrante d'un plan d'ensemble de la bourgeoisie. Ce plan vise à imposer une austérité draconienne pour défendre les intérêts d'une classe dominante aux abois face aux coups de la crise de son système pourrissant.

Ce que toute la classe ouvrière connaît par la hausse des prix, l'accélération des cadences, la suppression d'"avantages", les licenciements, les travailleurs immigrés le subissent plus durement encore avec les expulsions, les arrestations, les passages à tabac et autres spécialités des garde-chiourmes de l'ordre capitaliste. Et si c'est là une situation plus particulièrement réservée aux travailleurs immigrés, ce sont tous les travailleurs qui doivent s'attendre de plus en plus à ce genre de mesures. Et la bourgeoisie qui défend son capital national est prête à toutes les manoeuvres pour imposer ces mesures à la

C'est par la division et la dispersion en multiples catégories, en différents lieux, en diverses nationalités, que la bourgeoisie affaiblit la résistance de la classe ouvrière à ces attaques. Dans le contexte actuel, la classe ouvrière ne doit se faire aucune illusion sur la possibilité de préserver ses moyens de subsistance sans mener une lutte acharnée et unifiée contre les assauts du capital, et dans ses combats le prolétariat doit reconnaître où sont et qui sont ses ennemis.

le pc et les syndicats

Ainsi, outre la police, les propriétaires, les gérants et les patrons, les partis de gauche, dits "ouvriers", jouent un rôle particulièrement clair lorsqu'ils ne cherchent qu'à diviser et désarmer un peu plus les grévistes. Ainsi, une connivence directe lie les responsables gouvernementaux et les agents de l'Etat en milieu ouvrier que sont les syndicats, non par quelque "traîtrise" de leur part aux intérêts des ouvriers, mais parce qu'ils défendent les mêmes intérêts que le gouvernement, ceux de l'ordre capitaliste, et ceci même si par ailleurs ils divergent sur les moyens à employer.

A la lumière de l'expérience de la grève des foyers d'immigrés, il faut que la classe ouvrière comprenne que le Parti Communiste ne vient pas de commettre une "trahison" de plus en sabotant la lutte. On ne trahit qu'une fois et le PC joue parfaitement son rôle de fraction politique capitaliste depuis longtemps dans le camp bourgeois :

- depuis la défense du "socialisme en un seul pays" ;
- avec la répression sauvage des ultimes sursauts révolutionnaires en Chine 1927 et Espagne 1937 ;
- avec l'embrigadement des prolétaires dans la guerre mondiale ;
- avec la participation au gouvernement De Gaulle en France où l'on vit les ministres communistes appeler à"retrousser ses manches", bombarder avec la plus ignoble brutalité les soulèvements d'Algérie en 1945 (Sétif, 40000 victimes), participer à la répression à Madagascar en 1947 (89000 victimes) ;
- avec la répression sanglante des soulèvements en Allemagne en 1953, en Hongrie et en Pologne en 1956, en Pologne en 1970.

Cette liste n'est pas limitative. Le PC a depuis longtemps sa place aux côtés des autres partis de la bourgeoisie et n'a d'ouvrier que les habits qu'il arrache aux cadavres des milliers d'ouvriers qu'il a à son actif; habits qu'il n'utilise que pour mieux renforcer les illusions qui peuvent encore subsister parmi les travailleurs,pour mieux mettre en avant son programme d'un capitalisme d'Etat des plus décidés.

Et il en va de même pour les syndicats. Une fois encore, ce n'est pas une question de "mauvais dirigeants" qui donneraient aux syndicats cette orientation purement anti-ouvrière.

C'est la nature même des syndicats, rouages du capital national nécessaires à l'encadrement de la force de travail qui est à la base de cette politique systématique de sabotage, de négociation des défaites, des licenciements et des accroissements de cadences. Aujourd'hui, après avoir été "radicale", la CFDT est au chevet du gouvernement pour signer contrats sur contrats et la CGT suit en se faisant tirer l'oreille – pour les mêmes raisons de divergences politiques qu'entre PC et PS - tout en surenchérissant dans les faits à la division des travailleurs, isolant, noyant les éléments combatifs parmi les moins combatifs, multipliant les dénonciations d'"irresponsables" et autres mensonges et manoeuvres qu'elle emploie pour remplir sa fonction.

Il faut être clair sur la nature des syndicats : il faut savoir reconnaître ses ennemis dans la Tutte. Dans le cas de la grève des foyers comme dans toutes les luttes» les syndicats ne sont pas des armes - mêmes "mauvaises" - pour la lutte mais des obstacles à la lutte. Les syndicats n'ont pas cessé de tenter d'étouffer toute possibilité d'extension et de solidarité réelles et c'est une confirmation de plus que la classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, sur ses propres décisions.

Sur ces points, si l'adresse du Comité de Coordination dénonce clairement les manoeuvres des syndicats et partis de gauche, notamment du PC, elle n'en tire pas véritablement les leçons parce qu'elle fonde sa dénonciation uniquement sur T expérience immédiate des foyers de travailleurs immigrés - parmi lesquels comme parmi d'autres subsistent encore nombre d'illusions sur la gauche et les syndicats - sans relier véritablement cette expérience aux nombreuses expériences que la classe ouvrière a déjà vécues par le passé dans sa confrontation avec les syndicats,et sans la relier véritablement à toutes les autres expériences actuelles où,chaque fois que la lutte se développe, elle le fait contre et en dehors des syndicats (comités de base, comités d'action, assemblées, etc.peu importe le nom)

En publiant cette adresse aux foyers en lutte, il ne s'agit pour nous ni de faire l'apologie de la lutte en elle-même sans en critiquer les faiblesses, ni d'en faire une critique systématique sous le fallacieux prétexte qu'elle ne serait pas pure et exempte de faiblesses et d'illusions.

En effet, la seule chose dont dispose le prolétariat pour se forger les armes de son combat, son organisation et sa conscience des moyens et des buts de la lutte, c'est la lutte elle-même. Cette lutte est nécessairement une remise en question des conditions que le capitalisme impose aux travailleurs : conditions de vie, salaires, conditions de travail, logements, transports, santé, sécurité, etc. La lutte des foyers contre les conditions d'encasernement des travailleurs telles qu'elles sont décrites et dénoncées dans 1'adresse est une lutte ouvrière qui doit recevoir la solidarité et l'appui de tous les travailleurs. Et pour servir à l'ensemble de la classe ouvrière pour mettre en oeuvre les moyens de faire face à la bourgeoisie dans ce domaine comme dans tous les autres, elle doit s'intégrer dans la réflexion d'ensemble de tous les travailleurs; elle doit servir à perfectionner sa compréhension de son propre combat et de ses moyens de le mener contre les divisions et les spécificités que la classe dominante met sans cesse en avant pour enrayer toute possibilité d'extension de la lutte.

Cette extension passe d'abord et avant tout par une compréhension claire qu'il s'agit d'un combat qui intéresse tous les travailleurs pour pouvoir s'organiser comme classe autonome face à toutes les autres classes de la société.

La lutte des foyers de travailleurs immigrés a été contrainte de s'organiser hors des syndicats peu intéressés à l'encadrement de cette partie du prolétariat qui n'a pas le droit d'apporter sa"caution"à la politique de l'Etat par le vote. Et l'Etat se sert plus particulièrement de cette catégorie de travailleurs comme d'une masse de manoeuvre pour ses besoins de mobilité de la "masse salariale" et comme un moyen de pression sur l'ensemble de cette"masse-salariale". Aussi, la lutte s'est organisée en assemblées de foyers avec un comité de coordination.

le Comité de Coordination

Jusqu'à ce jour, le Comité de Coordination s'est souvent manifesté comme une barrière de protection des travailleurs en lutte sur la base de la défense des revendications avancées contre les diverses manoeuvres dont les foyers peuvent être l'objet. Mais s'il y a effectivement nécessité de se munir d'organes capables de faire face aux diverses mesures d'intimidation et de répression de la part de l'Etat capitaliste et de ses acolytes, ceci a souvent engendré une attitude de "cordon sanitaire" autour des travailleurs lors des apparitions publiques contre toute ouverture à la discussion politique et la confrontation de leur expérience et à la solidarité véritablement prise en charge par les travailleurs eux-mêmes.

Ainsi, à la Fête de la Sonacotra, un service d'ordre constitué entre autres d'éléments d'organisations maoistes et également de membres du PCI (bordiguiste) s'est fait le champion de la fouille des visiteurs et de l'interdiction de toute diffusion de presse,allant jusqu'à pister des camarades pour veiller à ce qu'ils ne sortent pas de publications dans l'enceinte de la Fête, ceci au nom du ... danger "fasciste" ! De même, à une manifestation strictement entourée d'un service d'ordre à composition essentiellement gauchiste - "clandestinité" des travailleurs étrangers oblige ! -, des éléments vendant la presse autour de la manifestation se sont vu arracher leurs jour-

(suite page 6)

LES MERCENAIRES DE L'IMPERIALISME MONDIAL

• Instabilité, confusion, barbarie, voilà comment on peut caractériser la situation actuelle au Moyen-Orient.

Instabilité ? Cela n'est évidemment pas nouveau et ces derniers mois n'ont apporté sur ce plan qu'une large confirmation : un conflit n'a pas encore été résorbé qu'un autre éclate. Confusion ? Les alliés d'hier sont les ennemis d'aujourd'hui, les alliances comme les rivalités se font et se défont d'un mois à l'autre et les "combats fratricides" se multiplient. Barbarie ? Des bombardements, des génocides, des règlements de comptes... cette réalité hideuse dans laquelle nous plonge le capitalisme se passe malheureusement de commentaires.

Mais notre intention ici n'est pas de nous joindre aux lamentations hypocrites de la bourgeoisie devant le massacre des "peuples opprimés" sinon de comprendre que ce système pourrissant ne peut se nourrir tous les jours que de doses croissantes de sang humain et que la guerre est la seule "solution" qui lui reste face à la crise dans laquelle il sombre.

Les Palestiniens dans ce contexte ? Rappelons quelques faits: le 4 janvier 1978, l'assassinat de Saïd Hammami, abattu à Londres par les "services spéciaux irakiens" a semble-t-il mis le feu aux poudres et a révélé au grand jour les rivalités mortelles qui existent au sein des "révolutionnaires palestiniens" et entre des "frères de la nation arabe". Le 15 juin, le responsable du bureau de l'OLP à Koweït tombe à son tour et depuis c'est un chassé-croisé : assassinat des dirigeants palestiniens pro-irakiens à Tripoli, attentats contre les ambassades d'Irak à Londres, Paris, Karachi, puis ce sont les attentats contre les sièges de l'OLP à Paris et à Islamabad -dernier épisode conr.u : l'explosion de l'immeuble qui a fait 200 morts à Beyrouth.

C'est une lutte sans merci qui s'est engagée entre la fraction dure des fédayins (Front du Refus) soutenue par l'Irak et la fraction modérée (Arafat) soutenue par la Syrie. Il s'agirait, apparemment d'une lutte entre ceux qui seraient prêts à négocier et les partisans du tout ou rien, ou, comme le dit "Rouge" : "...entre ceux qui défendent réellement la cause du peuple palestinien et ceux qui ne visent, comme l'actuelle direction de l'OLP, qu'à la construction d'un appareil susceptible de gérer un Etat croupion concédé par les sionistes".

Cela aurait pu, d une certaine manière, être le cas si 1' URSS avait encore son mot à dire dans cette région du monde et les trotskystes ne font là que regretter le temps où le "peuple palestinien" se trouvait sous la coupe de l'impérialisme russe.

Aujourd'hui le bloc US consolide de plus en plus son emprise sur le Moyen-Orient, par la mise au pas des "canards boiteux" et les différentes fractions palestiniennes n'ont, comme seule ressource, que d'accepter les soutiens qui s'offrent à eux : on a le soutien impérialiste qu'on peut.

De ce fait, elles ne peuvent que réduire leurs ambitions nationales et cela, d'autant plus que la Syrie et l'Irak, bien que rivales, se trouvent aujourd'hui sous la coupe du même bloc.

Nous avons déjà mis en évidence, dans notre précédent numéro, le caractère impérialiste de la Syrie qui, depuis deux ans, "fait le ménage" au Liban avec la bénédiction des américains. Il est facile de comprendre que cet état de fait n'est pas pour plaire à l'Irak qui, bien que se cachant derrière la "noble cause du peuple palestinien", n'a pas pu, plus longtemps, retenir sa "mauvaise humeur" d'impérialisme floué. Bagdad, "fer de lance de la révolution arabe pure et dure", ne pouvait admettre cette prépondérance de Damas sur la région. Aussi, quand elle "reproche" à Assad d'avoir accepté de reconnaître la résolution 242 de l'ONU, il ne faut pas y voir un refus de la "pax americana" (et d'ailleurs comment peut-elle la refuser ?) mais plutôt sa rage de voir la Syrie se placer devant elle.

Pendant ce temps, les négociations pour la"paix" poursuivent leur chemin chaotique avec leurs rondes diplomatiques, leur concert de déclarations tantôt optimistes, tantôt pessimistes, voire même alarmistes, mais ce brouillard de fumée ne peut nous faire oublier que la "paix", c'est-à-dire, la stabilité au Moyen-Orient, ne bénéficie fondamentalement qu'aux USA. Israël, l'Egypte, la Syrie, l'Irak et les autres protagonistes n'ont plus aujourd'hui qu'à essayer de tirer le mieux possible leur épingle d'un jeu dont les règles leur sont imposées. C'est dans ce cadre que nous pouvons comprendre la rivalité actuelle entre l'Irak et la Syrie par palestiniens interposés, mais également la mascarade des "procès Sadate" à Damas et à Bagdad où les déclarations du ministre syrien des affaires étrangères, taxant le président égyptien de strip-teaseuse. En effet si la paix venait à être signée aujourd'hui, elle consacrerait incontestablement le "leadership de 1' Egypte dans le monde arabe.

Comme nous voyons, les rivalités entre impérialismes locaux ne manquent pas, mais cela n'est pas fait pour plaire au bloc US dont l'intérêt global est la paix, non pas dans un but humanitaire mais dans celui de resserrer les rangs face au bloc ennemi.

Voilà la signification profonde de la rencontre prochaine à Camp David. Les américains sont "disposés à jouer ce rôle de partenaire à part entière" et s'efforcent "d'éliminer tous les obstacles et de préparer la voie à la paix". La menace est claire, tant pour Israël que pour la Syrie et l'Irak. Le journal officiel syrien Al Baas n'écrivait-il pas récemment que cette réunion du 5 septembre "n'est qu'une manoeuvre préparant la voie à une guerre éclair destinée à humilier les arabes" et accusant Washington d'"envisager une reprisé des hostilités".

Les principaux intéressés sont donc sommés de régler les questions "contingentes" et d'éliminer tous les obstacles qui se dressent contre les intérêts du bloc.

Quelle place reste-t-il aux palestiniens dans cet échiquier où ils ne sont que des pions ? Leur seul rôle possible est de servir de mercenaires pour un camp ou un autre et cela au gré de l'évolution de la situation, pour obtenir en échange (ne devrait-on pas dire aujourd'hui : pour mendier ?) un bout de terrain ("la nation palestinienne") plus ou moins grand. Ils n'ont comme seule ressource qu'à se vendre au plus offrant, aujourd'hui la Syrie ou l'Irak. Où est le temps béni des grandes illusions entretenues par le soutien de l'impérialisme russe où la Palestine comprenait sur les cartes la Jordanie, Israël et quelques autres régions ? aujourd'hui les palestiniens "réalistes" se contenteraient de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, si on voulait bien les leur accorder; quant aux "durs" du Front du Refus, ils espèrent sûrement en tirer un peu plus. Ce n'est pas que la nature de ce mouvement de "libération nationale" ait changé : les palestiniens sont manipulés depuis trente ans par l'un ou par l'autre au gré des antagonismes et des différents intérêts locaux ou généraux -et ce n'est là malheureusement que la confirmation de ce que les révolutionnaires ont compris depuis soixante ans : il ne peut y avoir de possibilité de libération nationale progressiste dans l'ère historique de l'impérialisme.

Tout mouvement de libération nationale ne peut que s'intégrer dans un bloc ou dans l'autre et servir fondamentalement les intérêts de ce bloc. Dans ce sens, ce qui se passe aujourd'hui tient plus de la ronde macabre que de la "juste lutte" d'un peuple contre l'oppression.

Les communistes ne sont pas évidemment indifférents aux massacres de ces populations, mais comment soutenir leur lutte quand il est clair qu'elle est celle de 1'impérialisme mondial qui se sert de ces masses comme chair à canon ?

A ceux qui prétextent qu'on ne peut, malgré tout, les abandonner à ce triste sort, pour justifier leur soutien à cette politique de l'abattoir, nous répondrons que le crime est aussi du côté de celui qui les pousse dans une voie où elles sont battues d'avance.

La seule voie véritable et efficace pour toutes ces populations comme pour l'humanité tout entière est celle de la révolution prolétarienne mondiale, et seul le prolétariat en tant que classe autonome peut renverser ce système avant qu'il ne nous engloutisse tous.

Y.S.

DERRIERE LA "RECONCILIATION", LA PREPARATION A LA GUERRE

• Dans le système capitaliste décadent, la paix n'est que l'autre facette de la guerre. Il y a bientôt un an, on assistait au Moyen-Orient à un battage retentissant sur la "paix" ; c'était, nous l'avions montré, un moment de la préparation à la guerre généralisée à laquelle la crise contraint inexorablement la société : la tentative de réconciliation israélo-égyptienne correspondait à l'effort de renforcement du bloc américain. Aujourd'hui, c'est à nouveau sous les auspices de la "réconciliation" que les Etats-Unis tentent de faire passer 1'Angola dans le bloc occidental, trois mois après l'intervention militaire européenne au Zaïre. Cette nouvelle "paix", loin d'entrer en contradiction avec ces mouvements guerriers, n'en est que le prolongement.

L'enjeu primordial des conflits larvés qui opposaient jusqu'à présent l'Angola et le Zaïre était de portée internationale et résidait dans la confrontation par pays interposés entre les deux grands blocs impérialistes qui se partagent le monde sous la tutelle de l'URSS et des USA. C'est pourquoi, lors de la deuxième guerre du Shaba, le bloc occidental a déployé une intervention militaire massive, montrant par là sa volonté de ne plus laisser désormais l'adversaire déstabiliser des situations et d'envoyer désormais directement des forces militaires, ce qu'il n'avait pas fait lors de la guerre en Angola il y a deux ans, et demi et qui lui avait valu la perte de celle-ci au profit du bloc russe.

Après l'offensive militaire, le bloc occidental mène aujourd'hui une offensive "pacifique" en contraignant Neto et Mobutu à "se réconcilier". Depuis juin, les Etats-Unis n'ont cessé de favoriser ce rapprochement en "normalisant" leurs relations avec l'Angola, en "soutenant" les relations entre l'Angola et le Portugal, aujourd'hui entre l'Angola et le Zaïre, le tout assorti de soutiens économiques et de crédits. Bref, le bloc occidental tente de récupérer l'Angola à la barbe de l'URSS qui, par sa faiblesse économique, ne peut rivaliser sur ce terrain avec les USA. C'est d'ailleurs pourquoi l'URSS est obligée de jouer la carte de l'instabilité politique des gouvernements dans les pays arriérés et qu'elle est souvent amenée à soutenir des "fronts de libération" locaux qui s'opposent à ces gouvernements. Elle a peu de moyens d'apporter des avantages économiques. Avec la "réconciliation" de l'Angola et du Zaïre, l'URSS aura plus de mal encore à avancer ses pions dans cette partie de l'Afrique puisque, jusqu'à présent, l'antagonisme des deux blocs se concrétisait surtout au travers des divers "fronts de libération" et autres mouvements de ce type qui existaient dans chaque pays et étaient favorisés par l'autre : aujourd'hui, les deux gouvernements se mettent d'accord pour coopérer dans leur répression.

Ainsi, les Etats-Unis tentent de stabiliser la situation, selon la politique qu'ils appliquent dans les différentes sphères de conflit du globe, en attirant "pacifiquement" l'Angola dans leur camp. Cependant, le fait que l'antagonisme inter-impérialiste dominant puisse de moins en moins se contenter de passer au travers des conflits secondaires et locaux, loin de le supprimer, va tendre à le porter à un autre niveau qui marque une étape supplémentaire vers la généralisation du conflit. En ce sens, la nouvelle "paix" entre l'Angola et le Zaïre - la politique de "stabilisation" des Etats-Unis - ne constitue pas un affaiblissement du danger de guerre mais s'inscrit dans la continuation des événements du Shaba et de la massive opération concertée du bloc occidental : c'est un nouveau pas dans le renforcement politique et militaire du bloc en préparation à la guerre généralisée.

C.N.

IMMIGRES

(suite de la p. 5)

naux par ce même service d'ordre - danger "fasciste" oblige !!! Qu'on ne nous raconte pas d'histoires, il ne s'agit pas là d'une capacité efficace, des foyers en lutte à l'auto-défense véritable contre des attaques toujours possibles de la part de la police ou des sbires de la Sonacotra, ou contre les magouilles syndicales visant à récupérer à leur profit la mobilisatio. Il s'agit d'un rempart aveugle contre toute ingérence extérieure - selon le bon principe bourgeois - quelle qu'elle soit, contre tout contact, contre toute organisation politique quelle qu'elle soit. Et la méfiance légitime se transforme en encadrement stérile et les appels à la solidarité en voeux pieux ! Et qu'aurait fait ce service d'ordre si une délégation d'usine en grève s'était présenté à la Fête pour discuter ? Et qu'en est-il des délégations de travailleurs des foyers aux usines en grève pour y apporter leur solidarité alors que ce sont souvent les mêmes qui s'y trouvent impliqués ? Qu'on ne se méprenne pas sur ce que nous disons : la tâche est extrêmement difficile et nous nous garderons de donner des leçons ; les travailleurs savent mieux que n'importe qui comment mener la lutte,étant les seuls à même de comprendre et de mesurer véritablement le rapport de forces de la situation; étant les seuls à disposer des moyens d'y faire face.

Mais contre l'arrogance des membres du service d'ordre, nous sommes sûrs, à la lumière de l'expérience de la lutte de la classe ouvrière, que cette attitude qui consiste à "protéger" les travailleurs contre des "dangers" extérieurs jusqu'à en arriver à une Fête entièrement dépolitisée -où il ne reste qu'à se "solidariser"en se raclant les poches pour boire et manger- ou à une manifestation où l'on transforme les travailleurs en lutte en moutons encadrés, ne va pas dans le sens, par ailleurs préconisé dans l'adresse, d'une véritable mise en oeuvre de la solidarité de classe telle qu'elle s'est toujours manifestée dans les combats o ouvriers. Une telle attitude va dans le sens d'une émasculation de la lutte, d'une bureaucratisation des délégations, d'une porte ouverte aux manoeuvres des pêcheurs en eau trouble que sont les diverses sectes gauchisto-maoisto-populistes de l'extrême-gauche du capital, et des divers "comités de soutien" qui ne sont la plupart du temps que l'émanation. Qu'on ne s'étonne pas ensuite du "désintérêt" des travailleurs et des résidents pour la lutte !

Cette attitude va à rencontre des objectifs mêmes que se fixe le Comité de Coordination dans son adresse. Cette attitude fut historiquement inaugurée de façon sanglante en 1919 par la social-démocratie allemande qui interdisait l'accès aux réunions des Conseils Ouvriers aux "étrangers" à l'usine, et par exemple Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht qui luttaient contre la guerre et qu'elle assassina ensuite. Cette attitude est celle qui est toujours reprise par la bourgeoisie et ses staliniens pour enfermer les ouvriers : elle n'a jamais garanti la sécurité des travailleurs ; elle n'a jamais garanti l'autonomie politique de la classe ouvrière par rapport aux autres classes et couches de la société ; elle a toujours contribué à isoler les luttes, à les couper des autres manifestations unitaires et politiques du combat prolétarien.

solidarité avec la lutte

Pour ne pas perdre les acquis de la lutte des travailleurs immigrés des foyers -auto-organisation en assemblées, mobilisation et résistance aux manoeuvres du gouvernement et des syndicats, etc.- le Comité de Coordination ne doit pas limiter ses appels au contact aux seuls travailleurs des foyers mais à l'ensemble des travailleurs. Les conditions de la mise en oeuvre d'une véritable solidarité de classe entre toutes les luttes encore éparses de la cl'asse ouvrière passent par la confrontation ouverte de toutes les expériences.

Dans ce sens, nous apportons notre soutien entier et notre solidarité à la lutte des travailleurs immigrés des foyers comme un moment de la lutte générale du prolétariat non seulement en France mais à l'échelle internationale, comme un pas de plus de la capacité du prolétariat à s'organiser par ses propres moyens et de sa conscience du rôle des divers moyens que la bourgeoisie emploie pour l'affronter.

RUPTURE AVEC "COMBAT POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE"

Plus de trois ans après la rupture relativement importante au sein de "Lutte Ouvrière" au travers de laquelle se constitua "UNION OUVRIERE", la scission actuelle au sein de l'organisation "COMBAT POUR L'AUTONOMIE OUVRIERE" revêt une signification et une importance particulières

L'importance et la signification particulières de cette scission, à côté de toutes les autres scissions, résident dans le fait qu'elle est non seulement une rupture avec CPAO et le vague milieu qui gravite autour de lui mais aussi et surtout avec toute l'évolution qui, depuis "UNION OUVRIERE", a présidé à sa formation. C'est cette thèse qui ressort "des textes de rupture contenus dans la brochure "Rupture avec 'Combat Pour l'Autonomie Ouvrière' Rupture avec l'activisme et la confusion".

"Il faut avoir "vécu" la déconfiture "misérable des derniers mois d'UO pour "comprendre à quel degré d'automystification un groupe sans expérience "peut parvenir dès qu'il se met à "jongler avec les thèmes modernistes "et situationnistes à la mode". (Brochure, p.5)

La scission d'avec "Lutte Ouvrière" qui donna naissance à "Union Ouvrière" revêtait deux aspects dont l'unité caractérisa et conditionna l'évolution future d'UO. Dans la situation de crise du capitalisme et sous la poussée de la montée des luttes ouvrières, elle constituait la tentative d'un nombre significatif de militants à la recherche de positions révolutionnaires de rompre avec le trotskysme et le gauchisme, ce qui ne s'était plus produit depuis la naissance de "Socialisme ou Barbarie" et du groupe de Munis après la Deuxième Guerre Mondiale.

Par contre, l'orientation dans laquelle, dès le début de son existence, UO s'engagea, n'avait rien de positif et au contraire, celle-ci allait à rencontre et tendait à nier la portée de sa tentative d'une véritable rupture avec le trotskysme. Mêlant l'ouvriérisme à l'activisme du travail dans des cellules d'entreprises (au sein des syndicats eux-mêmes souvent), se cantonnant dans la confusion à l'égard des positions politiques fondamentales - telles ses positions sur les syndicats et en particulier son incapacité ou plutôt son auto-aveuglement quant à la nature bourgeoise de son groupe d'origine, cachant son éclectisme sous le ronflement et la grandiloquence de la phrase moderniste, UO allait noyer sa recherche de positions de classe dans le milieu et l'esprit de la décomposition du gauchisme.

Cette confusion sur l'ensemble des positions politiques et les menées activistes qui, au début d'UO, quand celle-ci vivait encore de sa volonté de rompre avec le gauchisme, était le lourd tribut du passé gauchiste de ses militants, est rapidement devenue la caractéristique essentielle de l'évolution et de l'activité d'UO et des différentes organisations qu'elle engendra au cours de sa décomposition jusqu'à la formation de CPAO.

Bien qu'au travers de la rupture avec CPAO, les militants qui ont quitté cette organisation tentent, comme nous l'avons dit plus haut, de rompre avec l'ensemble de l'évolution qui mène d'UO à Pour un Regroupement de l'Autonomie Ouvrière, il y a aussi un autre aspect qui a déterminé cette rupture et qu'il nous semble important de souligner : c'est la faillite de ce que l'on a coutume d'appeler le "mouvement autonome".

Il y a quelques mois, le "bluff" s'étatit répandu comme une traînée de poudre dans le milieu révolutionnaire sur l'apparition et la perspective générale à la formation de "cercles ouvriers", et allait offrir un double avantage pour ces organisations (et pour d'autres comme le PIC par exemple) : redonner le souffle nécessaire après toute une série d'échecs, pour poursuivre leurs menées activistes à la recherche d'une influence immédiate sur le mouvement ouvrier, ainsi que continuer à se cantonner dans un esprit de secte en se refusant à la confrontation politique, et de façon générale à toute la politique de regroupement révolutionnaire sur un minimum de base et de principes politiques clairs hérités de l'expérience du mouvement ouvrier.

L'innovation se voulait de taille; l'espoir fut grand mais il ne lui fallut que quelques mois pour se dégonfler comme une baudruche, laissant apparaître rapidement le "bluff" que constituait cette pseudo-tendance générale à la formation de"cercles ouvriers".

La faillite de cette "nouvelle" orientation sur laquelle l'ensemble des révolutionnaires auraient dû, selon eux, fonder leurs activités, en opposition au long travail de clarification politique et d'approfondissement théorique, semble avoir été la "goutte d'eau qui a fait déborder le vase" et a contribué largement à la rupture de ces militants de CPAO en jetant la lumière sur toute l'évolution précédente qui les avait conduits dans cette impasse.

Au coeur des préoccupations et du souci qui se manifestent dans la brochure, il y a la volonté d'établir une rupture la plus nette possible avec l'ensemble de cette évolution, ce qui explique le ton parfois un peu exaspéré qui se manifeste dans les textes à propos de "ces activités irréfléchies et précipitées."

Cette expérience qui va de la rupture avec LO à CPAO en passant par "Les Enragés", "L'Injure Sociale", etc. et le néant pour beaucoup de militants montre bien sûr la difficulté énorme d'une rupture réelle avec le gauchisme, mais aussi et de façon générale les difficultés que rencontre la classe ouvrière sur le chemin de sa prise de conscience et de son émancipation. Cette situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière de devenir une classe consciente alors qu'elle se trouve sous le joug de la domination de l'idéologie bourgeoise s'exprime en particulier par la difficulté que rencontrent les révolutionnaires pour parvenir à un minimum de positions politiques claires.

C'est pour cela qu'il ne faut pas voir dans la confusion que la confusion. Et la rupture des militants qui ont publié la brochure le prouve une fois de plus.

C'est pour cette raison que nous espérons que le travail qu'ont fourni ces camarades qui ont quitté CPAO et qui se trouve condensé dans la brochure de rupture ne servira pas qu'à eux-mêmes et contribuera à poser et à éclaircir nombre de questions politiques qui existent au sein du milieu révolutionnaire,, en impulsant un travail de réflexion et de discussion sur des points précis et extrêmement importants tels nue les tâches des révolutionnaires.

VIE DE L'ORGANISATION

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

REVOLUTION INTERNATIONALE, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lyon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

REUNIONS PUBLIQUES

dans les villes suivantes aux lieux et heures indiqués

sur le thème

quelle perspective pour la "rentrée sociale" en france?

▪s^t nazaire

le 23 septembre à 17 h
Foyer du Travailleur

▪Nantes

le 16 septembre à 17 h
3, rue Amiral Duchaffaut

PERMANENCE : *samedi 30/9 à 14 h (même adresse). Contact avec nos diffuseurs le 9/9 au Marché de Talensac de 11 h à 12 h*

▪paris

le 16 septembre à 17 h,
27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte), Paris 13ème

PERMANENCE : *tous les samedis à 16 h, au même endroit*

sur le thème **chômage et lutte de classe**

▪dijon

le 16 septembre à 17 h
MJC Maladière, rue Balzac

PERMANENCE : *le 2ème jeudi du mois, de 17 h à 18 h 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).*

▪marseille

le vendredi 29 septembre à 21 h
Salle Lacordaire
30, rue Sainte-Victoire

PERMANENCE : *tous les 2ème et 4ème vendredis du mois, à 18 h*

▪toulouse

le 22 septembre à 21 h,
48, avenue de la République

PERMANENCE : *tous les samedis à 14 h 30 au Café "Le Colbert", Pont des Demoiselles.*

sur le thème de

l'intervention des révolutionnaires: ni académisme ni activisme

bordeaux

le 23 septembre à 17 h
Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo

PERMANENCE : *On peut contacter les les diffuseurs au marché St Michel, de 10 h à 12 h, le 23 septembre*

sur le thème

ce qu'est et ce que n'est pas l'autonomie ouvrière

rouen

le 16 septembre à 15 h
à la Halle aux Toiles

LISEZ

LA REVUE INTERNATIONALE

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
30 F	40 F	50 F

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Au moment de vos règlements au CCP, veuillez écrire à la BP.

Directeur de la publication : C.Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie Edit 71
Paris 20ème 9, rue Auguste Métivier

PUBLICATIONS DU C.C.I.

ACCION PROLETARIA
Ecrire à l'adresse comme suit (sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

INTERNATIONALISM
PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen

INTERNACIONALISMO
Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuela)

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 Napoli (Italie)

WORLD REVOLUTION
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :
IKS C/o ABC Buchladen
Goethestrasse 77
3500 KASSEL

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

GREVES AU PEROU : LES GAUCHISTES AU SECOURS DE LA BOURGEOISIE VACILLANTE

(suite de la p. 1)

A aucun moment, l'auréole démocratique dont s'entourait le gouvernement militaire n'a été suffisante pour empêcher les ouvriers de défendre par la lutte leurs conditions de vie. Ce, alors même que les syndicats soutenaient directement le gouvernement comme la CGTP, dominée par le PC ou critiquement comme la CCUSC à prépondérance gauchiste, aux côtés de la gauche et qu'ils déclarèrent certaines grèves illégales, irresponsables, car selon leur sinistre refrain "faisant le jeu des forces réactionnaires". Lorsque la profondeur de la crise atteint un degré tel que directement la seule perspective qui reste aux exploités est de crever ou de lutter, toutes les digues élevées par la bourgeoisie, révélant à plus ou moins long terme leur fragilité, leurs lézardes, ne peuvent que s'écrouler sous les coups répétés d'antagonismes sociaux devenus lave incandescente. Au Pérou comme dans le reste du monde, ce sont les luttes ouvrières qui constituent de fait la seule force capable de s'opposer à la bourgeoisie, qui s'avèrent le moteur de la lutte révolutionnaire, et non les guérillas et autres guerres de libération nationale, c'est dans le cadre de la crise avec une inflation de 70%, un taux de chômage de plus de 50%, un énorme déficit commercial annuel qu'il faut replacer l'organisation de soi-disant élections véritablement démocratiques alors même que les militaires assument pleinement le pouvoir. Celles-ci s'inscrivent dans une manoeuvre d'ensemble des USA pour renforcer la cohésion de son bloc de tutelle autour de la mystification démocratique des "droits de l'homme" face au bloc adverse, comme embrigadement idéologique, préparatifs d'une nouvelle guerre impérialiste. Cette dépendance est d'autant plus étroite qu'elle s'accompagne d'une terrible pression économique : les dernières conditions draconiennes posées par le FMI pour l'octroi d'un nouveau prêt et le report du paiement de l'intérêt, seuls moyens d'éviter la banqueroute totale impliquant une réduction drastique des dépenses de l'Etat (armement et dépenses sociales), une forte augmentation des impôts et dès 79, une réduction sévère des salaires qui avaient déjà connu une baisse de près de 50 % en 76, traduisent la subordination de l'économie péruvienne aux intérêts généraux du bloc.

La campagne démocratique peut se développer sur un terrain d'autant plus favorable qu'elle s'incorpore à un sol fertile. La violence des contradictions qui déchirent la société péruvienne a atteint un tel paroxysme que la simple répression ne peut suffire à assurer le minimum de cohésion dont a besoin la société bourgeoise pour se perpétuer Les élections ont ainsi pour fonction d'appeler au secours du gouvernement militaire haï et totalement discrédité, des fractions de la bourgeoisie (gauche, gauchistes et syndicats) qui, par le crédit dont ils disposent encore auprès de la classe ouvrière, sont plus aptes à endiguer, paralyser et dévoyer ses luttes. Au Pérou comme partout dans le monde, la lutte pour la "démocratie" n'a plus aujourd'hui qu'un seul sens, celui de l'alliance de la carotte et du bâton pour préserver un ordre social secoué jusqu'à son tréfonds par les contradictions qu'il ne peut maîtriser.

A un certain degré de décomposition du sous-sol social, la simple répression, la terreur de l'Etat bourgeois, ne peuvent suffire devant un prolétariat non vaincu et qui de plus en plus cherche à opposer, à travers ses luttes incessantes, sa propre perspective à la barbarie d'un capitalisme sénile. En témoigne la modération de 1'armée et de la police face aux mineurs venus occuper le centre de Lima, attitude que l'on retrouve d'ailleurs au Chili devant la grève actuelle des mineurs. Il faut précédemment désarmer idéologiquement, et donc matériellement, les ouvriers en les entraînant dans des luttes qui ne sont pas les leurs, pour que coupés des sources vives qui sont leur force, il ne reste plus ensuite qu'à les abattre comme des chiens. La social-démocratie et le stalinisme sont passés maîtres dans ces répugnantes besognes.

Au Pérou comme en Argentine ou en Bolivie, leur faiblesse mais aussi le développement aigu atteint par la lutte de classe rend mal aisé l'encadrement de la classe révolutionnaire. Car les faits sont têtus et les ventres vides n'ont point d'oreilles. La bourgeoisie dans une telle situation est obligée de jouer ses cartes politiques les plus extrêmes en la personne des gauchistes. En général moins compromis, seules les mystifications radicales qu'ils véhiculent peuvent encore endiguer le flot tumultueux de la lutte de classe. C'est dans de telles situations qu'ils se révèlent être non pas une simple force symbolique oscillant entre prolétariat et bourgeoisie, mais bel et bien les garde-fous de la bourgeoisie lorsque la domination de celle-ci est menacée.

les gauchistes béquilles de la bourgeoisie.

Tout d'abord, c'est grâce à eux que la mystification électorale a pu éviter le bide complet comme en Colombie. Seule leur participation active et la formation d'une coalition d'extrême-gauche (le FOCEP, front ouvrier-paysan, étudiants et populaire -tout un programme !) qui a obtenu 12,5% des voix a pu tenter de ramener les prolétaires sur le chemin des urnes.

Forts de leur succès, en particulier les trotskystes, ils s'acharnent à donner une consistance à la mystification démocratique, via le mot d'ordre de "démission des militaires, tout le pouvoir à la Constituante". Constituante où l'APRA, parti populiste et la PPC (démocratie chrétienne) se partagent les trois quarts des sièges. Constituante qu'ils présentent bien que "dominée par les partis bourgeois", comme un pas en avant, l'éternel pas en avant des trotskystes qui conduit le prolétariat à perdre toute force en soutenant des intérêts qui ne sont pas les siens.

Cependant, ce pas, à lui seul, alors que les luttes se développent, n'est pas suffisant pour convaincre les prolétaires des bienfaits de la démocratie.

Pour donner plus de chair à la mystification démocratique, ils se sont emparés de la juste revendication des grévistes réclamant la réintégration de leurs camarades licenciés pour fait de grève, en la transformant en lutte pour les droits démocratiques, droit de grève, libération des syndicalistes, etc.. Comme si la grève se plaçait sur le terrain juridique de la bourgeoisie, comme si elle n'exprimait pas un rapport de force entre les classes, comme si cette interdiction empêchait les ouvriers de faire grève. En fait, ce que réclament la gauche et les gauchistes, c'est un encadrement plus efficace. Aujourd'hui, dans la mesure où la classe ne peut plus s'affirmer en tant que classe qu'en affrontant l'ensemble de la société capitaliste, toute lutte pour des droits démocratiques n'est plus qu'une mystification destinée à perpétuer le mythe réactionnaire d'un Etat au-dessus des classes.

La grève des mineurs, métallos et cheminots (en tout plus de 40.000) sont la réponse cinglante du prolétariat à la campagne démocratique de la bourgeoisie, réponse concentrée dans le mot d'ordre des manifestants de juillet: "du pain, pas de Constituante !".

Face à cela, Hugo Blanco, nouveau député du FOCEP, proclamait devant les mineurs en grève : "la révolution démocratique bourgeoise est insuffisante... pas de solution à la crise dans le capitalisme... le destin du Pérou n'est pas entre les mains de la Constituante mais entre vos mains... Ce que nous voulons, c'est un Pérou où les travailleurs eux-mêmes décident". Si un tel individu, naguère défenseur d'une "cause paysanne révolutionnaire", peut tenir ce langage c'est seulement sous la pression de la détermination ouvrière et cette démagogie n'a ainsi qu'un seul but : amener le prolétariat sur le terrain électoral pour désamorcer la lutte. D'un côté, on dit aux ouvriers que la Constituante ne résoudra rien, et de l'autre, on les appelle à voter pour elle et on s'y fait élire. D'un côté, on affirme qu'il n'y a pas de solution à la crise, d'un autre, on réclame "des mesures urgentes pour résoudre la crise" telles "la dénonciation et le non paiement de la (Jette extérieure, l'augmentation des salaires et la remise de la terre aux paysans". Comme si cela était possible sans destruction de l'Etat bourgeois et dans le cadre du seul Pérou sans extension de la lutte au niveau international !

Quant au fameux "les travailleurs eux-mêmes décident", cela veut dire en langage trotskyste des "assemblées populaires" où les ouvriers envoient des délégués syndicaux sans autre pouvoir que ceux des autres classes représentées à 1'assemblée.

Une situation où les travailleurs décident eux-mêmes n'existe que dans un seul cas : après le renversement de l'Etat bourgeois et quand la classe ouvrière exerce, à travers les conseils, sa dictature sur l'ensemble de la société.

En résumé, les trotskystes et leur double langage propagent :
- la mystification démocratique ;
- la voie pacifique au socialisme ;
- le socialisme en un seul pays.

Positions dont la nature contre-révolutionnaire est toute tranchés par le sang de millions de prolétaires. Quels que soient la sincérité et le dévouement de ces militants, leur fonction objective est celle de flanc-garde de la contre-révolution.
En désarmant idéologiquement et politiquement le prolétariat par les mystifications qu'ils colportent, ils le désarment, au Pérou comme partout, physiquement et préparent ainsi son massacre.

les perspectives prolétariennes.

Comme dans le reste du monde, le prolétariat affronte les mêmes mystifications, les mêmes ennemis : gauche, syndicats, gauchistes. Le prolétariat péruvien, coupé comme ailleurs par la contre-révolution de l'expérience accumulée au fil de cent cinquante ans de lutte, ne pourra utiliser la faiblesse de sa bourgeoisie, la décomposition de la société bourgoise qu'à la condition expresse de reconnaître clairement ses ennemis.
Comme dans le reste du monde, sa seule force réside dans sa capacité à s'affirmer comme une classe absolument distincte du reste de la société luttant pour son strict programme sans communion d'aucune sorte avec n'importe quelle fraction de la bourgeoisie que les gauchistes s'acharnent à lui présenter comme progressiste.

A l'heure où nous devons mettre sous presse, nous apprenons que le gouvernement vient de céder en bloc aux principales revendications des mineurs. Saluons cet événement qui démontre incontestablement que l'union des prolétaires sur un terrain autonome de classe, autour de ses intérêts propres, paie. La bourgeoisie péruvienne a dû reculer. Cependant, aucune illusion ne doit subsister. Cet avantage sera de courte durée ; un à un, la bourgeoisie pourra reprendre ces acquis provisoires conquis dans la lutte par les mineurs. Pour les ouvriers péruviens, il s'agit maintenant de ne pas se laisser désarmer par l'illusion d'une "victoire acquise" comme le manqueront pas de le faire croire gauche, gauchistes et syndicats, mais bien d'apprendre à s'armer en poursuivant la lutte, en faisant l'expérience qu'il n'y a qu'une seule voie possible pour cela : en abolissant les divisions catégorielles entre membres d'une même classe, en abattant les frontières entre prolétaires. Si minoritaire qu'il soit, le prolétariat se trouve confronté aux mêmes problèmes, aux mêmes nécessités partout, quel que soit le lieu géographique où il se trouve, l'entreprise, l'usine où il travaille : généraliser ses luttes. Pour cela, la classe ouvrière au Pérou devra reconnaître la nécessité d'étendre son combat de classe à l'ensemble de l'Amérique latine, devra s'ouvrir la voie de l'union prolétarienne autonome à l'échelle mondiale.

R.N.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- *Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.*
- *La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.*
- *La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.*
- *La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.*
- *Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.*
- *Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.*
- *A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.*
- *Tous les soi-disants "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.*

Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- *Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.*

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- *Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.*

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.